



Alaclair, la drôle de bête du rap d'aujourd'hui Page E 1



Nancy Huston à la défense de l'école Waldorf Page B 5



Les mathématiques sont partout sur Terre Page B 6

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

Vol. CIV N° 98

LE DEVOIR, LES SAMEDI 4 ET DIMANCHE 5 MAI 2013

2,61 \$ + TAXES = 3,00 \$

Le prix payé pour nous habiller

Bienvenue dans le monde des ateliers de misère



Salaire des ouvriers du textile au Bangladesh

22¢ de l'heure

Cambodge: 33¢ Vietnam: 38¢
Chine: 55¢ à 94¢, ou à la pièce
Salaire minimum au Québec: 10,15\$
*en 2008 - Source Jassin Consulting Group

MUNIR UZ ZAMAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Des travailleuses assistent aux funérailles de collègues mortes dans l'effondrement de l'édifice Rana Plaza, au Bangladesh.

FRANÇOIS DESJARDINS

Il y a quelques semaines, le détaillant H&M, deuxième joueur mondial du prêt-à-porter, a fait ce que d'autres n'osent jamais: publier l'adresse des 1800 usines — et le nom des 785 propriétaires — qui fabriquent ce qui se retrouve dans ses 2800 magasins. Passée inaperçue, la recension révèle toute l'ampleur d'une industrie complexe, ultrarapide et à ce point tentaculaire que près de 90 % des vêtements achetés au Canada viennent maintenant de l'étranger.

« Cette industrie peut aller où elle veut dans le monde, plus ou moins d'un jour à l'autre, envoyer d'énormes commandes à ce fournisseur plutôt qu'à celui-là, dit Kevin Thomas, porte-parole du Maquila Solidarity Network (MSN), basé à Toronto. Ça veut dire que la concurrence

est beaucoup plus forte, et certains pays sont plus disposés à tourner les coins ronds. »

La mort de plus de 500 personnes dans l'effondrement de l'édifice Rana Plaza, au Bangladesh, a remis à l'ordre du jour les conditions de travail des ateliers d'assemblage et, du coup, braqué les projecteurs sur la migration rapide de l'industrie, dont certains acteurs ont récemment trouvé que les salaires en Chine, jadis insignifiants, avaient trop augmenté. On s'est vite tourné vers de nouvelles sources, notamment le Bangladesh où le coût de la main-d'œuvre, selon un rapport de l'ONU en 2008, atteignait 22 ¢ l'heure. Une aubaine comparativement aux taux de 86 ¢ à 1,08 \$ observés le long de la côte chinoise.

De 2003 à 2012, la part du Bangladesh dans les importations de vêtements au Canada est

VOIR PAGE A 12 : ATELIERS

Les compagnies jouent les pays les uns contre les autres et font baisser les prix

DOSSIER

Lire aussi › Gildan, compagnie montréalaise repentie.

Le fabricant de vêtements a fait du chemin depuis le début des années 2000. Page A 7

Collier de misère, la mondialisation à la chaîne. Le travail en usine comme outil d'ascension sociale? Page A 6

Laval suspend ses deux plus hauts fonctionnaires

Le directeur général et son adjoint doivent témoigner devant la commission Charbonneau

JEANNE CORRIVEAU

En attendant leur passage devant la commission Charbonneau, le directeur général de la Ville de Laval, Gaétan Turbide, et son adjoint, Jean Roberge, devront rester à la maison. L'administration du maire Alexandre Duplessis a fait savoir, vendredi, que les deux hauts fonctionnaires seront suspendus avec solde pour une période indéterminée afin, a-t-on dit, d'assurer un climat de « sérénité » à l'Hôtel de Ville.

Par voie de communiqué, le maire a indiqué avoir pris cette décision à la suite d'une récente rencontre avec MM. Turbide et Roberge. Au cours de cet entretien, les deux hommes ont informé Alexandre Duplessis qu'ils devraient sous peu témoigner devant la commission Charbonneau. « Ils pourraient être appelés à dévoiler certains faits. Dans ce contexte, sans connaître exactement la nature et la véracité de ces faits,



Alexandre Duplessis

VOIR PAGE A 12 : LAVAL

Fermeture-surprise du quai de Percé

La municipalité menace de mettre en demeure Ottawa

THIERRY HAROUN

à Percé

Le ministère fédéral des Pêches (MPO) a fermé sans avertissement mercredi le quai de Percé, ce qui a déclenché la colère des autorités de la municipalité. A tel point que Percé met en demeure le gouvernement fédéral de rouvrir le quai d'ici lundi, à défaut de quoi, des conséquences s'ensuivront, promet le maire Bruno Cloutier.

Percé a expédié une lettre tôt vendredi matin par courriel au MPO, dont nous avons obtenu copie, qui dit: « Nous vous mettons en demeure d'ici lundi prochain, au plus tard à 16 h, de rétablir l'accès au quai à la clientèle piétonnière, sans quoi nous prendrons les moyens appropriés pour le faire. Nous exigeons également qu'une étude exhaustive soit entreprise immédiatement sur l'état général du quai et que si des réparations d'urgence s'imposaient, qu'elles soient réalisées le plus rapidement possible, et ce, sans compromettre l'accès piétonnier. »

VOIR PAGE A 12 : PERCÉ

AUJOURD'HUI

Actualités › Enseignement de l'histoire: Les députés fédéraux « frappent un mur » à Québec. Page A 3

Les Sports › Carey Price se dresse et le Canadien crée l'égalité 1-1 face aux Sénateurs. Page C 11



Avis légaux..... C 7
Carrières..... C 4
Décès..... C 10
Mots croisés..... D 4
Petites annonces.... C 10
Sudoku..... D 4



Condominiums de luxe au Centre Ville

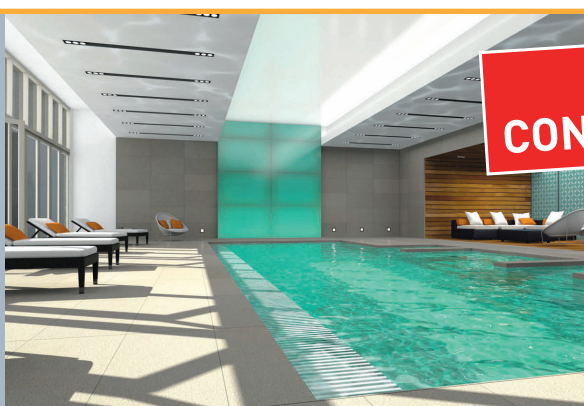
1300 René-Lévesque ouest

- Piscine intérieure
- 17 000 pc de terrasses communes
- Gym
- Service de voitures électriques

(Liste complète sur notre site web)

Unité modèle : 2160 de la Montagne - 2^e étage
Lundi-Vendredi : 12h à 19h Samedi-Dimanche : 12h à 17h

514-838-2000



EN CONSTRUCTION

Roccabella
À LA FINE POINTE DU DESIGN

www.roccabella.com

ACTUALITÉS

De bonnes nouvelles pour *Le Devoir*

La diffusion du *Devoir* a connu pour le semestre terminé le 31 mars une croissance de 4,7% pour ses éditions de semaine et de 5,5% pour celle du week-end. Ces données sont tirées du dernier rapport d'audit réalisé par Alliance for Audited Media, la société chargée de vérifier la diffusion de la plupart des quotidiens et périodiques en Amérique du Nord.

La croissance de la diffusion du *Devoir* se maintient de semestre en semestre depuis plusieurs années, à l'inverse des autres quotidiens canadiens. En semaine, sa diffusion moyenne est de 32 432 exemplaires et le samedi, de 52 007 exemplaires. Depuis 2005, il s'agit d'une progression de 23%.

Pour sa part, le Print Measurement Bureau, qui prend la mesure du lectorat des périodiques canadiens, attribue au *Devoir*, dans son rapport du printemps 2013, un nombre cumulatif de 446 000 lecteurs par semaine, en hausse de 7,5%.

Ces résultats soulignent non seulement la fidélité du lectorat du *Devoir*, mais aussi sa capacité à recruter de nouveaux lecteurs. Cela vaut aussi pour le Web, la fréquentation du site LeDevoir.com atteignant en moyenne 1,2 million de visiteurs uniques par mois.

À Montréal, le quotidien an-

glophone *The Gazette* enregistre une baisse importante du nombre d'exemplaires vendus. En semaine, sa diffusion totale a diminué de 12% et n'est plus que de 105 983 exemplaires. Ce nombre comprend toutefois quelque 35 000 exemplaires vendus au rabais (à moins de 50% du prix régulier) ou distribués gratuitement par des tiers. Pour certains quotidiens, c'est là une façon de maintenir leur diffusion ou encore d'afficher des augmentations.

Le quotidien *La Presse* maintient sa diffusion totale en semaine à 215 715 exemplaires, ce qui comprend quelque 54 000 exemplaires vendus au rabais ou distribués gratuitement. Le samedi, sa diffusion totale est de 262 872 exemplaires, en baisse de 3%.

À Québec, *Le Soleil* enregistre de légères hausses pour ses éditions du samedi et du dimanche, mais une baisse la semaine, où il affiche une diffusion de 77 067 exemplaires.

Dans le reste du Canada, il n'y a que *The Globe and Mail* qui connaît une croissance de sa diffusion totale. En semaine, celle-ci est de 332 311 exemplaires, un bond de 12% qui s'explique là aussi par la distribution gratuite de quelque 40 000 exemplaires chaque jour.

Bernard Descôteaux
Directeur du Devoir

Ottawa qualifie les sables bitumineux de « ressource renouvelable »

ALEXANDRE SHIELDS

Le gouvernement Harper ne tarit pas d'éloges lorsque vient le temps de faire la promotion de l'exploitation des sables bitumineux et du gaz de schiste. Il vient d'ailleurs de lancer un appel pour des projets de recherche dans lequel il présente ces sources d'énergie fossile comme des « ressources renouvelables », a constaté *Le Devoir*.

Le ministre des Ressources naturelles du Canada, M. Joe Oliver, et le ministre d'État, Sciences et Technologie, Gary Goodyear, ont annoncé il y a quelques jours le premier « appel de propositions » lancé par le Fonds Canada-Israël pour les sciences et technologies de l'énergie (Fonds CISTE). Celui-ci est administré par la Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels.

Ottawa entend injecter cinq millions de dollars dans le Fonds CISTE pour financer des projets de recherche menés par des entreprises canadiennes et israéliennes, mais aussi des chercheurs universitaires. La « priorité » sera accordée aux projets portant sur les sables bitumineux et les hydrocarbures de schiste. « Notre gouvernement encourage la mise au point de techno-



JEFF MCINTOSH LA PRESSE CANADIENNE

Extraction des sables bitumineux en Alberta. Dans les « critères d'admissibilité » au Fonds CISTE, le gouvernement Harper présente « les ressources pétrolières et gazières non classiques » comme des ressources « renouvelables ».

logies et de procédés innovateurs qui rendent possible le développement responsable des ressources pétrolières et gazières non classiques », a précisé M. Oliver par voie de communiqué.

Dans les « critères d'admissibilité » au Fonds, le gouvernement Harper présente d'ailleurs ces controversées sources d'énergie fossiles comme des ressources « renouvelables ». Ce qualificatif

est habituellement attribué à l'hydroélectricité ou encore au secteur éolien ou solaire. On précise ainsi que le Fonds CISTE « encourage l'innovation qui favorise l'exploitation de ressources renouvelables telles que les sables bitumineux et les hydrocarbures de schiste, améliore l'efficacité des principales sources d'énergie renouvelable et réduit l'impact environnemental associé à l'exploration, l'extraction, le traitement

et la production d'énergie. Il soutient également les projets scientifiques qui ont pour but d'exploiter de nouvelles sources d'énergie renouvelable. »

« Une triste étape »

Ce choix de mots a fait vivement réagir Patrick Bonin, responsable de la campagne climat-énergie de Greenpeace. « Les conservateurs n'ont aucune limite, a-t-il affirmé. Après avoir démantelé les protections environnementales et bâillonné les scientifiques, ils tentent même de changer la vraie nature des combustibles fossiles. »

« C'est une triste étape de plus dans la tentative du gouvernement de présenter le pétrole des sables bitumineux comme étant vert alors que c'est le plus important problème environnemental au Canada. Cette campagne de séduction ne vise qu'à favoriser le développement des sables bitumineux et le boom des gaz de schiste dont les compagnies ont désormais besoin en quantité énorme pour produire le pétrole albertain. »

M. Bonin estime que le gouvernement Harper devrait investir des fonds publics dans le développement de ressources renouvelables au lieu d'encourager davantage le secteur fossile.

Le Devoir

AUJOURD'HUI SEULEMENT
LE SAMEDI 4 MAI

10%
DE RABAIS
À L'ACHAT DE

3 BOUTEILLES OU PLUS DE VIN DE
CALIFORNIE

LE RABAIS DE 10% EST AUSSI APPLICABLE
AUX VINS CALIFORNIENS DÉJÀ RÉDUITS.

17,20\$
RABAIS DE 2,00\$
19,20\$



FRUITÉ
ET DOUX

MÉNAGE À TROIS
Code SAQ : 10709988

18,45\$
RABAIS DE 1,50\$
19,95\$



AROMATIQUE
ET CHARNU

LIBERTY SCHOOL
Code SAQ : 00856567

La modération
a bien meilleur goût.

Éduc'Alcool



PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS



18+

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. L'offre Obtenez 10% de rabais à l'achat de 3 bouteilles ou plus de vin de Californie est en vigueur le samedi 4 mai 2013 seulement et s'applique uniquement aux vins de Californie offerts en succursale et dans SAQ.COM. Le rabais de 10% est calculé sur le prix courant. Offre en vigueur jusqu'à la fermeture de la succursale ou l'épuisement des stocks, selon la première éventualité. Cette offre est aussi applicable aux vins de la Californie déjà réduits. Ne peut être convertie en crédit. Toutes taxes comprises. Prix modifiables sans préavis. Les produits annoncés ne sont pas offerts dans toutes les succursales. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Achats non cumulatifs. Aucune substitution possible. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

RÉFORME DU SÉNAT

Les sénateurs conservateurs prennent leurs distances de Bert Brown

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire
à Ottawa

Les déclarations récentes de l'ex-sénateur conservateur Bert Brown à propos de l'inconstitutionnalité de la réforme unilatérale du Sénat par Ottawa ont alimenté les discussions à la Chambre haute. Les sénateurs libéraux se sentent floués par les discours de leur ancien collègue tandis que les conservateurs soutiennent que M. Brown parle en son nom seul.

« Nous apprenons maintenant que le gouvernement savait depuis le début que ce qu'il affirmait être constitutionnel n'était, en fait, pas constitutionnel. Comment le leader au Sénat peut-il justifier cela? », a lancé la sénatrice libérale Joan Fraser, jeudi, au Sénat. M^{me} Fraser réagissait à l'article du *Devoir* publié lundi dans lequel Bert Brown affirmait que le gouvernement fédéral ne pouvait pas, sans l'accord d'au moins sept provinces, réformer le Sénat comme il l'entend.

M. Brown, qui a été le premier sénateur élu à accéder au Sénat, avait pourtant défendu bec et ongles les sept projets de loi du gouvernement Harper visant à instaurer des élections sénatoriales et à limiter la durée du mandat des sénateurs. En entrevue avec *Le Devoir*, il a soutenu que ces projets de loi servaient plutôt à faire la pédagogie de la réforme auprès des provinces.

La leader conservatrice au Sénat Marjory LeBreton a tôt fait de prendre ses distances de M. Brown, qui a quitté le Sénat le mois dernier. « Je dois corriger l'honorable sénatrice lorsqu'elle présente l'ex-sénateur Bert Brown comme étant le porte-parole du premier ministre. Le porte-parole du premier ministre sur la réforme du Sénat est le ministre d'État à la réforme démocratique, l'honorable Tim Uppal. Je suis au courant des commentaires de l'ex-sénateur Brown et ils ne reflètent pas de manière fidèle la position du gouvernement. »

M^{me} LeBreton a indiqué qu'elle « n'a jamais entendu exprimer ce point de vue à propos de la constitutionnalité » de la réforme par M. Brown quand il siégeait à la Chambre haute.

Le Devoir

ACTUALITÉS

COMITÉ DES COMMUNES SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Les députés fédéraux « frappent un mur » à Québec

ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

HÉLÈNE BUZZETTI
MARIE VASTEL

Correspondantes parlementaires à Ottawa

Le gouvernement Marois condamne l'initiative d'un comité des Communes de procéder à un examen de l'enseignement de l'histoire dans les différentes provinces.

«No way à la présence d'Ottawa dans nos salles de cours. Il n'y a pas un fonctionnaire fédéral qui va rentrer dans nos salles de cours avec une plume fédéraliste pour essayer de rebâtir un programme d'histoire sur des bases idéologiques», s'est insurgé le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne.

«Si la volonté, c'est de contrôler l'enseignement de l'histoire, c'est sûr qu'ils vont frapper un mur au Québec», a affirmé pour sa part le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Gouvernance souverainiste, Alexandre Cloutier.

Un examen complet

Les ministres réagissaient à la nouvelle, publiée vendredi dans *Le Devoir*, voulant que le Comité permanent de la Chambre des communes sur le patrimoine canadien, qui réunit douze députés, ait entrepris de procéder à «un examen complet d'aspects importants de l'histoire du Canada» et de dresser une comparaison des cours d'histoire offerts dans les écoles primaires et secondaires de chacune des provinces.

L'éducation est une compétence exclusive du Québec, ont rappelé les ministres. «L'enseignement de l'histoire ne concerne d'aucune façon le gouvernement à Ottawa», a dit Pierre Duchesne.

Alexandre Cloutier juge «paradoxal» que ce comité veuille mettre l'accent sur «l'accès aux données historiques» alors qu'Ottawa refuse d'ouvrir ses archives sur le rapatriement de la Constitution. «S'ils s'intéressent à l'accès aux données historiques, je veux leur donner un conseil: arrêtez de caviarder toute l'information sur des pans importants de l'histoire du Québec», a-t-il déclaré.



CLÉMENT ALLARD LA PRESSE CANADIENNE

De passage à Québec, le premier ministre Stephen Harper a affirmé que son gouvernement n'avait aucune intention de dire aux provinces comment enseigner l'histoire.

«No way à la présence d'Ottawa dans nos salles de cours»

Le ministre Pierre Duchesne

De passage à Québec, le premier ministre Stephen Harper a affirmé que son gouvernement n'avait aucune intention de dire aux provinces comment enseigner l'histoire. «Nous n'avons pas le pouvoir, nous n'avons pas la volonté de le faire», a-t-il dit. Le premier ministre a toutefois ajouté que les élus fédéraux avaient «un intérêt [à] promouvoir une connaissance de l'histoire».

Aux Communes, le secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine, Paul Calandra, — qui a eu l'idée de l'étude en comité parlementaire — a de nouveau tenté de calmer les inquiétudes. «Ce que nous essayons de faire, c'est de reconnecter les Canadiens avec notre histoire, s'assurer que le gouvernement fédéral travaille avec d'autres gouvernements si possible, avec d'autres communautés, pour raconter les histoires, les

événements qui ont contribué à façonner ce pays», a-t-il répété en Chambre aux nombreuses questions de l'opposition.

Mais ses adversaires politiques n'en croient rien, «parce que ça ne sert absolument à rien de faire une étude en comité [...] si on n'a pas l'intention de faire déboucher les résultats sur quelque chose de concret», a rétorqué le néodémocrate Guy Caron.

Pour sa part, le bloquiste André Bellavance s'est dit convaincu des mauvaises intentions des conservateurs à qui il reproche «une tendance assez forte à récrire l'histoire à leur manière».

Pas une première

Chez les historiens, la réaction est plutôt posée. Vincent Duhaime, le président de l'Association des professeurs d'histoire des collèges du Québec, a souligné que les différents gouvernements fédéraux des dernières décennies, et pas seulement le gouvernement conservateur, se sont intéressés à l'histoire en diffusant, notamment, des capsules historiques. Selon lui, il n'y a pas «d'hérésie» à entamer une telle étude sur «comment l'image du Canada est véhiculée [et si elle est] unificatrice». Il ne s'inquiète pas d'une possible ingérence fédérale dans les écoles. «Je ne vois pas de menace. [...] Je ne crains

pas un char d'assaut de propagande fédérale.»

Le porte-parole de la Coalition pour l'histoire, Robert Comeau, croit que le gouvernement fédéral a au moins «un souci de développement d'une identité canadienne». Il a déploré plutôt que le Québec n'ait pas un souci équivalent de construction d'une identité historique et commémorative.

L'historien Roger Blanchette, qui enseigne au cégep de l'Outaouais ainsi qu'à l'Université du Québec en Outaouais, s'est montré plus critique. Il s'oppose à la «réécriture de l'histoire à des fins politiques». Car les événements sur lesquels insistent les conservateurs sont essentiellement des événements militaires. «C'est comme s'ils voulaient créer une fausse image du Canada un peu à l'américaine.» Selon M. Blanchette, l'histoire ne consiste pas à raconter les batailles militaires, mais plutôt à expliquer les grandes tendances, les motivations derrière les guerres. «Ils démontrent qu'ils ne comprennent pas ce qu'est l'histoire.»

Pour l'historien Eric Bédard, «c'est une vieille tentation au niveau canadien d'avoir cette idée d'une sorte de récit unique qu'on proposerait aux jeunes canadiens».

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

Bébé ou fœtus ?

Sans trancher, la Cour suprême maintient le crime de cacher un cadavre de bébé, même né avant terme

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Dans une décision qui risque d'attiser les passions des défenseurs et détracteurs du droit à l'avortement, la Cour suprême a maintenu vendredi les dispositions légales criminalisant le fait de cacher le cadavre d'un enfant né, même si celui-ci est sorti du corps de la mère avant terme.

La cause était celle d'Ivana Levkovic, une femme de 23 ans à l'époque des faits. Elle a donné naissance à un enfant, a placé son cadavre dans un sac et l'a laissé sur le balcon de l'appartement qu'elle a quitté. Le gérant de l'édifice a retrouvé le cadavre en avril 2006 en faisant le ménage de l'appartement vacant. Il était à un stade de décomposition tel qu'il a été impossible de déterminer si l'enfant, arrivé presque à terme, était né vivant. Lorsque la découverte a fait les manchettes, M^{me} Levkovic s'est livrée aux policiers, expliquant qu'elle avait donné naissance à l'enfant après une chute. Rien dans son témoignage ne laissait entendre que l'enfant était né vivant.

Elle a été accusée en vertu de l'article 243 du Code criminel interdisant de faire disparaître le cadavre d'un enfant avec l'intention de cacher le fait que sa mère lui a donné naissance, «que l'enfant soit mort avant, pendant ou après la naissance».

L'accusée a contesté le mot «avant», plaçant qu'il était trop vague. Car, en effet, rien dans le Code criminel n'oblige une femme à déclarer à la police une fausse couche. A quel stade, alors, une fausse couche n'en est plus une et devient plutôt une naissance d'un être mort «avant» l'accouchement devant être déclarée? L'identification de ce point de transition était capitale dans la cause en litige.

Une probabilité

La Cour suprême, dans un jugement unanime de sept juges, tranche que l'article du Code criminel fournit «suffisamment de clarté». Mais le plus haut tribunal du pays n'instaure pas pour autant un moment de la grossesse à partir duquel une expulsion du fœtus passe de fausse couche à mortinaissance.

«J'hésiterais à incorporer dans l'article 243 un seuil fixe fondé sur l'âge gestationnel que le législateur a jusqu'ici choisi

d'omettre, écrit le juge Morris Fish au nom de ses collègues. Je préconise plutôt l'adoption d'une exigence de probabilité. [...] Pour l'application de l'article 243, un fœtus devient un enfant lorsqu'il a atteint un stade de son développement où, n'eût été un événement ou des circonstances extérieures, l'enfant serait probablement né vivant.»

Si cette cause n'est en rien liée à l'enjeu général de l'avortement, elle ne risque pas moins d'alimenter la logique du mouvement pro-vie. Le député conservateur Stephen Woodworth avait tenté de lancer une étude sur l'article 223 du Code criminel, celui qui dit qu'aux fins d'application des dispositions criminelles sur le meurtre, un enfant n'est considéré comme tel que s'il est complètement expulsé du corps de sa mère.

Le jugement de vendredi souligne qu'il n'a pas pour effet de reculer le curseur de la vie sur le tracé gestationnel. L'idée est plutôt de faciliter le travail de la police pour déterminer s'il y a eu meurtre ou non contre le fruit d'une grossesse entièrement sorti du corps de la mère. «Pour faciliter les enquêtes sur les homicides, l'article 243 doit donc s'appliquer aux enfants qui sont nés vivants ou qui seraient probablement nés vivants, si bien qu'ils étaient susceptibles d'être visés par la définition d'un être humain donnée à l'article 223 (1)», écrit le juge.

En entretien avec *Le Devoir*, M. Woodworth reconnaît la portée limitée de ce jugement pour sa cause personnelle, mais y décèle quand même un élément positif. «Dans son approche générale, la cour reconnaît que c'est la nature inhérente de l'individu qui doit être prise en compte pour déterminer s'il s'agit d'un être humain ou pas. Et c'est un bon principe légal de base», dit-il. Car selon lui, quand vient le temps de déterminer si un fœtus est un enfant ou non, «ça ne devrait pas être basé sur l'idéologie ou les conséquences que cette reconnaissance aurait sur les autres».

Pour M^{me} Levkovic, ce jugement signifie qu'elle aura droit à un nouveau procès au cours duquel la Couronne devra prouver que l'enfant serait probablement né vivant.

Le Devoir

Lire aussi Une juste retenue. L'éditorial de Josée Boileau. Page B 4

LES NATIONALISMES QUÉBÉCOIS FACE À LA DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE 15-17 MAI 2013

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

GUY LACHAPPELLE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE SCIENCE POLITIQUE

AVEC LA PARTICIPATION DE

DIANE DE COURCY

MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

MINISTRE RESPONSABLE DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ROBERT PROULX

RECTEUR DE L'UQAM

CONFÉRENCIERS INVITÉS

MICHELINE LABELLE
CHARLES-PHILIPPE COURTOIS
MICHEL SEYMOUR
JOSEPH-YVON THÉRIAULT
SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY
JONATHAN LIVERNOIS
DANIC PARENTEAU

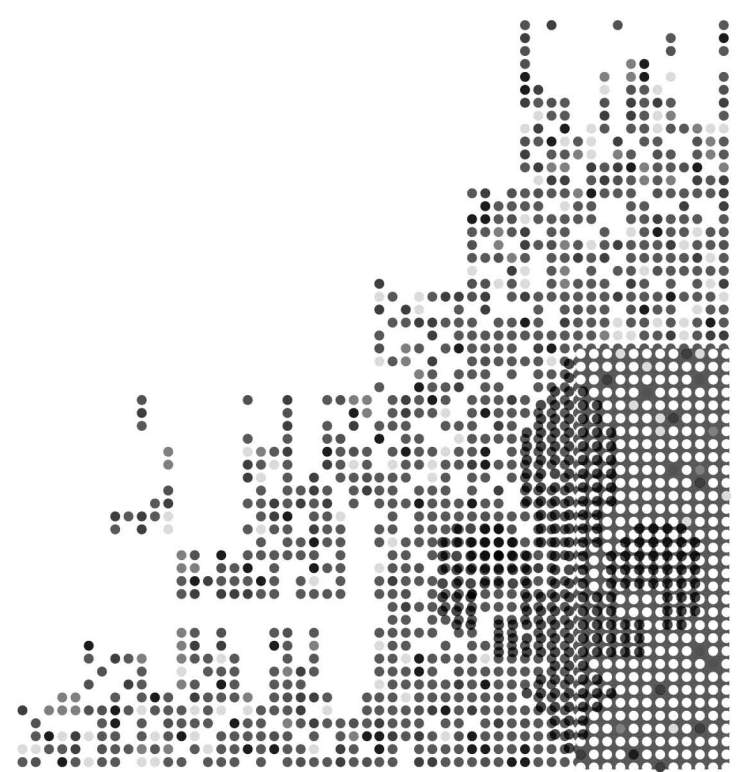
JOËLLE QUÉRIN
RACHAD ANTONIUS
ANNE LEGARÉ
DANIEL BARIL
MARC CHEVRIER
DANIEL TURP
MOULOUD IDIR

ARASH ABIZADEH
CLAUDE BARITEAU
JOCELYNE COUTURE
PIERRE TOUSSAINT
JOSÉE LEGAULT
RACHIDA AZDOUZ
CHRISTIAN RIOUX

PROGRAMME DISPONIBLE AU : WWW.CRIEC.UQAM.CA

ASSOCIATION
INTERNATIONALE
DES ÉTUDES
QUÉBÉCOISESCHAIRE
de recherche
en immigration, ethnicité
et citoyenneté (CRIEC)
UQAMINSTITUT
D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL
UQAM
Chaire de la Culture et de la Société

UQAM



ACTUALITÉS

DONNÉES LINGUISTIQUES

Prudence, réaffirme
Statistique CanadaGUILLAUME
BOURGAULT-CÔTÉ

La décision controversée du gouvernement conservateur d'abolir le caractère obligatoire du formulaire long de recensement a eu un impact sur l'usage qu'on pourra faire des données linguistiques recueillies par Statistique Canada. L'organisme a dévoilé vendredi une étude où il appelle les utilisateurs à «faire preuve de prudence dans l'interprétation de l'évolution de la situation linguistique entre 2006 et 2011».

Statistique Canada (SC) avait déjà lancé cet appel à la prudence lors du dévoilement des données linguistiques du recensement 2011, en octobre dernier. L'organisme avait alors noté des écarts importants entre certains indicateurs, mais sans bien saisir les tenants et aboutissants de la situation. L'étude a été menée dans les mois suivants, pour répondre aux interrogations.

L'organisme conclut aujourd'hui que les données linguistiques du dernier recensement sont «de bonne qualité». Mais en même temps, la nouvelle méthodologie du recensement fait en sorte qu'il serait hasardeux de comparer les données 2011 à celles des recensements antérieurs, indique-t-on.

Avant 2011, les deux formulaires du recensement (le long et le court) étaient obligatoires. Les questions linguistiques faisaient partie du long. À l'été 2010, les conservateurs ont annoncé que le formulaire

long serait désormais rempli sur une base volontaire (et renommé *Enquête nationale auprès des ménages*). Le formulaire court demeurerait pour sa part obligatoire.

Pour respecter la Loi sur les langues officielles — et calmer une controverse qui a duré tout un été —, Ottawa avait transféré deux questions linguistiques vers le formulaire court. Mais ce faisant, les questions linguistiques ont été posées en 2011 dans un ordre différent, et dans un contexte différent. D'où, pense-t-on, les variations observées.

La langue
maternelle

Statistique Canada indique que les Canadiens ont été moins portés à déclarer une langue maternelle unique autre que le français et l'anglais. Ces résultats sont sous-estimés, indique le document.

À l'inverse, ils ont été plus nombreux à déclarer plus d'une langue maternelle et plus d'une langue d'usage à la maison, ce qui laisse croire à Statistique Canada que ces résultats sont surestimés (ce qui affecte nécessairement la réelle présence du français). En ce qui concerne la langue parlée le plus souvent à la maison, les résultats montrent que le questionnaire 2011 «tend à produire davantage de réponses multiples», note encore l'organisme.

Il faudra donc probablement attendre 2016 pour comparer les données de 2011 et mesurer l'évolution de la situation linguistique au Canada.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Françoise David s'est adressée aux militants en ouverture du congrès de Québec solidaire vendredi.

Québec solidaire défend
sa pertinence en économie

JESSICA NADEAU

Québec solidaire veut gagner en crédibilité avec un nouveau discours économique. C'est le principal défi que se lance la formation souverainiste de gauche en vue des prochaines élections générales.

«Soyons clairs, les gens nous trouvent sympathiques, ils aiment le grand justicier Khadir, ils ne détestent pas madame David, mais au-delà de la justice sociale, les gens se demandent: est-ce qu'ils ont des propositions pour l'économie? Que comptent-ils faire pour créer des emplois et pour les régions?», a soutenu Françoise David devant les quelque 300 militants réunis à l'Université du Québec à Montréal pour l'ouverture du congrès de Québec solidaire, vendredi soir.

Le message qu'elle a envoyé à ses militants est clair: elle veut sortir QS de l'image de «pelleteux de nuages» qui lui colle à la peau.

«Il faut mieux faire connaître nos idées, qui sont audacieuses et de gauche, mais qui sont faisables et réalisables, qui ont été appliquées avec succès ailleurs. Il faut le dire aux gens, les convaincre que c'est possible et il faut le faire d'ici les prochaines élections, en particulier sur le terrain de l'économie.»

À 11% dans les sondages, Françoise David estime qu'il reste beaucoup de travail à faire d'ici les prochaines élections.

Car malgré la descente du Parti québécois dans les sondages, l'arrivée de Philippe Couillard comme nouveau chef du Parti libéral du Québec inquiète même QS. «Comme François Legault à l'époque, tant qu'ils ne sont pas à l'Assemblée nationale, ils montent dans les sondages. Les gens se disent: ça n'a pas marché avec le Parti québécois, il y a un nouveau au Parti libéral, on l'essaie-tu?»

Le problème, dit Françoise David, c'est que «les vieilles recettes, ça donne toujours les mêmes résultats, même en changeant de chef». Et le résultat, ce sont ces partis qui, à l'exception de Québec solidaire qui «résistait à l'envahisseur», sont tous cités à la commission Charbonneau.

D'ici dimanche midi, les militants devront se pencher sur plusieurs questions, dont celle des alliances avec les forces souverainistes. Et malgré les nombreuses critiques qu'elle porte envers le Parti québécois, Françoise David encourage ses membres à «garder entrouverte» la porte. Parce que, après tout, «on ne sait jamais».

Le Devoir

Pierre Bibeau
témoignera
à la commission
Charbonneau

Pierre Bibeau, ex-organisateur libéral devenu vice-président chez Loto-Québec, témoignera devant la commission Charbonneau à un moment qui reste à préciser. Il réclamait le statut de participant ou d'intervenant, ce qui lui a été refusé vendredi. L'ex-entrepreneur Lino Zambito a affirmé devant la commission Charbonneau qu'il a remis 30000\$ en argent comptant à Pierre Bibeau à la suite d'une activité de financement du Parti libéral du Québec, en 2009. Pour rectifier les faits, M. Bibeau demandait à être interrogé par son avocat, Louis Demers, et non par les procureurs de la commission. Cela lui a été refusé. «L'avocat de Pierre Bibeau argue essentiellement que, considérant leur comportement à l'endroit du témoin Lino Zambito, les procureurs de la CEIC ne font pas preuve de la neutralité nécessaire afin de procéder à l'interrogatoire de Pierre Bibeau. Ils auraient, selon Pierre Bibeau, adopté le point de vue du témoin Lino Zambito», indique la décision de la commission. Pierre Bibeau est en congé de maladie depuis le témoignage de Lino Zambito.

Le Devoir

Constitution:
Harper réitère
son refus d'ouvrir
les archives

Le premier ministre Stephen Harper a fermé la porte, vendredi, à une demande de l'Assemblée nationale pour qu'il ouvre les archives fédérales afin de faire la lumière sur le rapatriement de la Constitution.

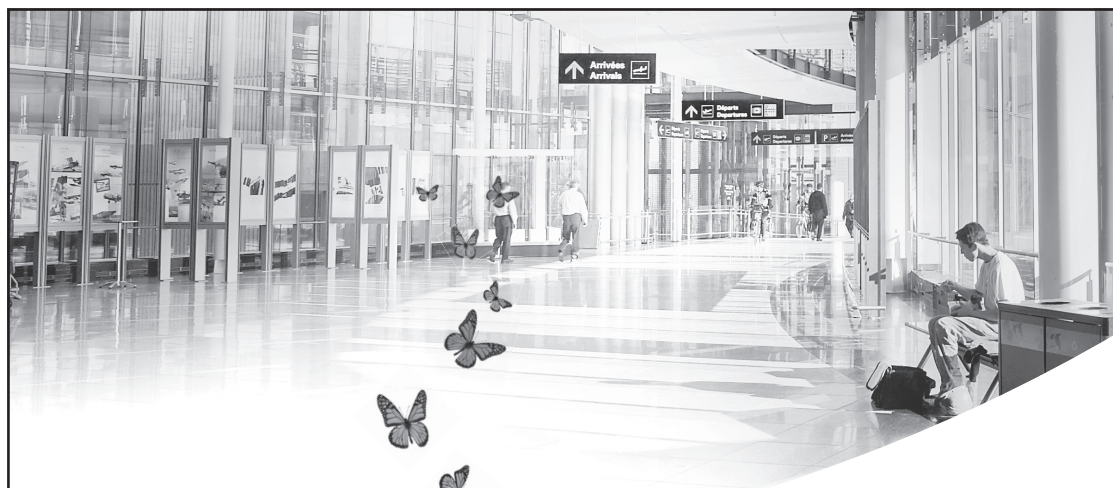
M. Harper a déclaré que cette demande pourrait raviver d'anciennes querelles dont la population s'est lassée. «Soyons clairs, la priorité de notre gouvernement est l'économie du XXI^e siècle et pas des batailles constitutionnelles des années 1980, a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Québec. Et je pense que toute la population est tannée de ces discussions.» Le premier ministre a expliqué qu'il laissera les demandes d'accès à l'information du gouvernement québécois suivre leur cours normal et qu'il n'a pas l'intention de rendre publics les documents réclamés. Le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Gouvernance souverainiste, Alexandre Cloutier, qui attendait la réponse officielle de M. Harper à la motion unanime de l'Assemblée nationale, a rapidement exprimé sa déception. La résolution, votée à la mi-avril, demandait à M. Harper d'ouvrir les archives fédérales pour faire la lumière sur le rôle joué par un ancien juge en chef de la Cour suprême, Bora Laskin, lors du rapatriement au début des années 1980.

La Presse canadienne

Bain pose
des questions

L'auteur présumé de l'attentat du Métropolis s'est présenté au tribunal avec une liste de requêtes et d'interrogations, vendredi. Richard Henry Bain sifflait à son arrivée au palais de justice de Montréal en cette deuxième journée d'enquête préliminaire. À l'issue de cette étape, le juge doit déterminer les accusations auxquelles l'homme fera face. Les preuves mises de l'avant au cours de l'enquête préliminaire sont frappées d'une ordonnance provisoire de non-publication. Avant le dépôt des nouvelles preuves, vendredi, Richard Henry Bain a demandé au juge Pierre Labelle de lui fournir des informations sur diverses questions d'ordre juridique. Il l'a notamment interrogé sur la possibilité d'être libéré sous caution. Il a aussi demandé s'il avait la permission de sauter l'étape de l'enquête préliminaire et de passer directement au procès. Pendant une trentaine de minutes, le magistrat a répondu patiemment à toutes les questions de Richard Henry Bain. À la suite de cet échange, un technicien en scène de crime a livré son témoignage.

La Presse canadienne

Investissements
majeurs.Retours
appréciables.

À Montréal-Trudeau, tout change – pour le mieux.

Nos investissements récents pour la création d'une aérogare ultramoderne permettent aux voyageurs de s'envoler plus facilement vers l'une de nos 130 destinations desservies par les 30 transporteurs aériens présents à l'aéroport Montréal-Trudeau.

De plus, au cours des cinq prochaines années, nous préparerons l'aéroport de l'avenir en investissant substantiellement dans des projets

importants comme l'ajout de six nouvelles portes d'embarquement outre-mer. Et bien entendu, nous continuerons à réduire notre impact sur l'environnement.

Nous croyons qu'offrir une expérience exceptionnelle aux passagers est la seule façon de vraiment tisser des liens avec les gens – et le monde entier. Pour nous, il s'agit là du rendement le plus appréciable qui soit.

AÉROPORTS DE
MONTRÉAL

TOUT UN MONDE À L'HORIZON

admtl.com



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

«Je veux redire, dire et redire [que] nous faisons pleinement confiance à la commission Charbonneau. Elle doit continuer son travail comme elle le fait», a lancé vendredi Pauline Marois.

Commission Charbonneau:
Pauline Marois corrige le tir

MÉLANIE MARQUIS

À l' lendemain d'une sortie jugée «intimidante» et «menaçante» sur les travaux de la commission Charbonneau, Pauline Marois a voulu corriger le tir, vendredi, en exprimant sa pleine confiance en la commission d'enquête.

La première ministre, qui avait d'abord fait savoir qu'elle ne s'adresserait pas aux journalistes en marge d'une annonce au Musée des beaux-arts, y est finalement allée d'une brève déclaration.

«Je veux redire, dire et redire [que] nous faisons pleinement confiance à la commission Charbonneau. Elle doit continuer son travail comme elle le fait», a lancé M^{me} Marois.

«Nous comptons sur cette commission pour arriver à plus d'intégrité dans l'ensemble de la gestion de l'industrie de la construction et de tous les contrats qui se donnent par les municipalités et les gouvernements», a-t-elle conclu avant de s'engouffrer dans un ascenseur.

«Avec prudence»

Pauline Marois a reçu une volée de bois vert jeudi après avoir lancé dans les couloirs de l'Assemblée nationale que la commission devait faire son travail «avec prudence». Quelques minutes auparavant, le vice-premier ministre François Gendron avait dit souhaiter que la commission

Charbonneau «fasse davantage attention».

La chef du gouvernement et son bras droit ont tenu ces propos après qu'un ex-cadre de la société de génie-conseil Roche, Gilles Cloutier, eut notamment allégué que l'ancien ministre péquiste Guy Chevrette et un proche, Gilles Beaulieu, avaient «magouillé» pour que la firme obtienne le mandat pour le prolongement de la route 125 dans les Laurentides.

Les partis d'opposition n'ont pas tardé à dénoncer — à l'unanimité — l'intervention de la première ministre. Tandis que le député caquiste Jacques Duchesneau a carrément parlé de «bullying politique», le député libéral Gilles Ouimet, ancien bâtonnier du Québec, a prévenu que cette déclaration pouvait être interprétée comme une «menace voilée».

Pauline Marois n'a pas voulu répliquer directement à ces attaques vendredi, se contentant de marteler que son gouvernement faisait «pleinement confiance à la commission Charbonneau».

Lorsqu'ils étaient sur les banquettes de l'opposition au Salon bleu, les péquistes s'étaient battus pour exiger du gouvernement libéral au pouvoir qu'il déclenche une commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

La Presse canadienne

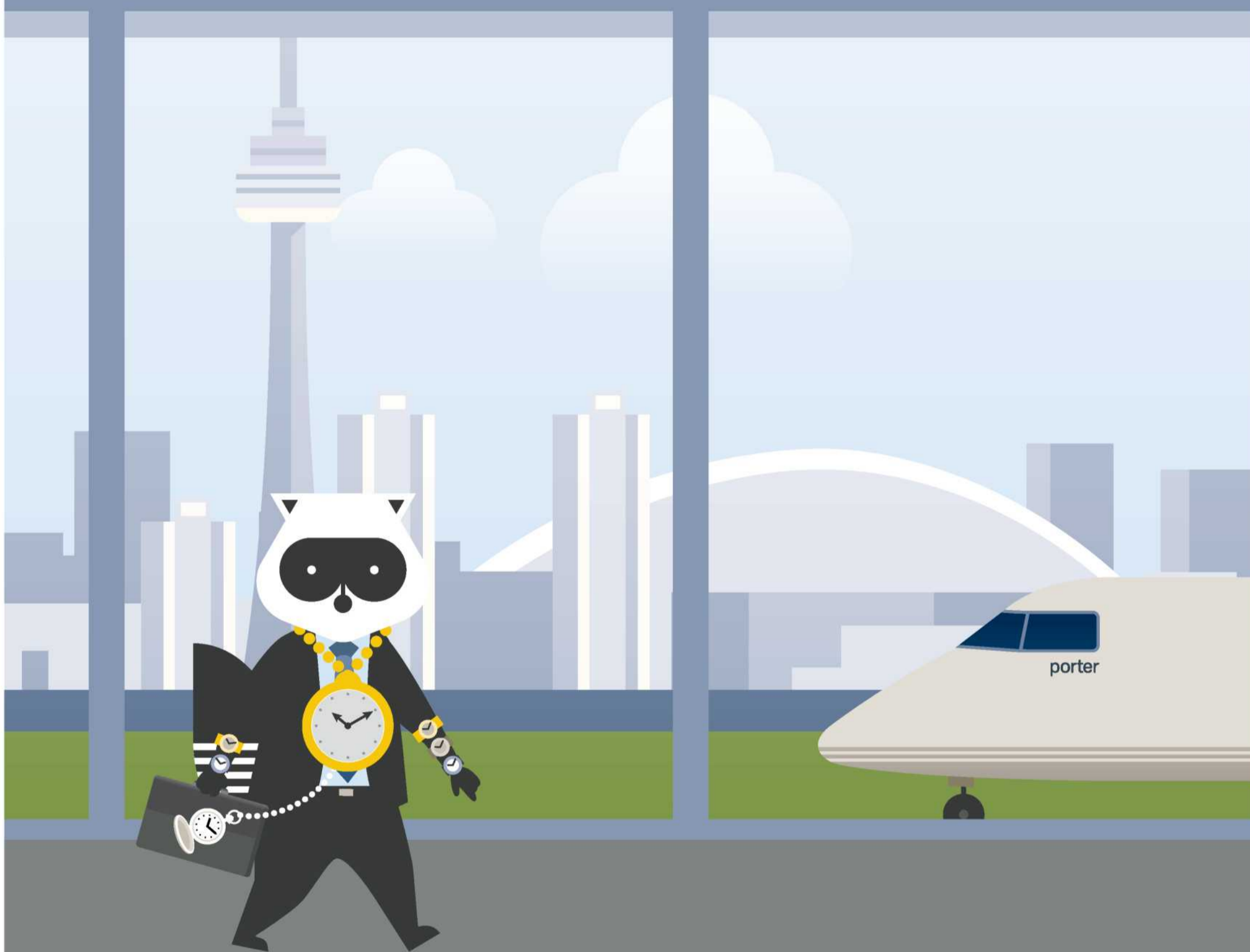


porter
raffinée sur toute la ligne

Le bonheur, c'est de partir à la bonne heure.

Porter affiche la meilleure ponctualité des principales lignes régulières au Canada. Si vous aimez partir à l'heure, laissez Porter vous aiguiller. Notre ligne tourne comme une horloge.

À L'HEURE



Vol au départ de Montréal. Réservez d'ici le 8 mai 2013. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires.*
Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs à partir de :

HALIFAX 3 par jour 236 \$ Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour 138 \$ Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE 254 \$ Taxes et frais compris	ST. JOHN'S 282 \$ Taxes et frais compris	SUDBURY 254 \$ Taxes et frais compris	THUNDER BAY 242 \$ Taxes et frais compris	TIMMINS 254 \$ Taxes et frais compris	WINDSOR 254 \$ Taxes et frais compris	BOSTON 273 \$ Taxes et frais compris
CHICAGO 294 \$ Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH Fin de service le 20 mai 336 \$ Taxes et frais compris	NEW YORK 262 \$ Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles 273 \$ Taxes et frais compris	PRIX TOUT COMPRIS				

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages. Téléscripneur – faites le 711.

flyporter.com

Nouveau !

Évasions
porter

Économisez sur les forfaits vol-hôtel à evasionsporter.com**

* Réservez d'ici 23 h 59 heures de l'Est le 8 mai 2013. Voyagez d'ici le 26 juin 2013. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

** Évasions Porter est une entreprise agréée par TICO.

LE PRIX PAYÉ POUR NOUS HABILLER

Collier de misère, la mondialisation à la chaîne

GUY TAILLEFER

Quand le Rana Plaza s'effondra le 24 avril dernier à Savar, en banlieue de Dacca, les travailleurs des ateliers voisins de confection se précipitèrent pour aider les victimes — et pour faire exploser, une fois de plus, leur légitime colère... Mots de l'historien et journaliste de gauche Vijay Prashad (auteur de *Poorer Nations: A Possible History of the Global South*) qui écrit dans son blogue: « Ils éprouvaient à parts égales de la compassion pour leurs camarades et de la rage contre un système sans visage qui broie leur vie. » Ne pouvant s'organiser légalement, ils manifestent depuis par dizaines de milliers dans les rues, avec, bien entendu, une répression policière à la clé.

À lire pourtant le site Web **surréaliste de la BEPZA, l'agence [...] dont le rôle affiché en matière de relations de travail est d'assurer un climat de production agréable, tout baigne**

d'avoir enfreint le code de la construction — a fait le reste. Sont créées à partir des années 1980 des zones franches, comme à Savar. Les syndicats sont interdits dans ces Export Processing Zones (EPZ). On s'attendait à ce que l'abolition du système de quotas, en 2004, fasse partiellement souffrir les exportations bangladaises. Ce ne fut pas le cas pour la raison qu'à 22 ¢ l'heure, charges sociales comprises, les coûts de main-d'œuvre y sont demeurés les plus bas au monde — du tiers au quart de ce qu'ils étaient en Chine. Pour Walmart et compagnie, c'est l'aubaine!

La crise économique qui commence en 2007 fait mal. Le quart des emplois dans le textile disparaissent. La même année, une crise entre les deux principaux partis politiques du pays débouche sur l'imposition de l'état d'urgence. Les activités

bilan des morts n'en valait pas la peine... Si le syndicalisme et l'activisme de gauche ont des racines dans l'histoire du pays, la vague de privatisations lancée en 1975 vient les défaire, lentement mais sûrement. C'est l'époque de la mise en place, à partir de 1974, de l'Arrangement multifibres (AMF), imposant des quotas sur les exportations de vêtements des pays pauvres vers les pays riches. Au début des années 1970, l'industrie du textile était virtuellement inexistante au Bangladesh, l'un des pays les plus démunis de la planète. Mais, favorisée par l'Union européenne et les États-Unis, au détriment de la Chine pour d'évidentes raisons stratégiques, l'industrie bangladaise de la sous-traitance grossit de façon exponentielle.

« Cela explique en partie, mentionne la sociologue Mallika Shakya dans le journal indien *The Hindu*, pourquoi l'infrastructure immobilière est en si piteux état. Dépassée par les événements, l'agence responsable distribuait les permis de construction sans faire de contrôles. » De toute façon, on ne lui en donnera jamais les moyens. La scandaleuse collusion du politicien et du milieu des affaires — incarnée cette fois-ci par Sohel Rana, le propriétaire de l'immeuble et membre du parti au pouvoir, arrêté sur « soupçons » d'avoir enfreint le code de la construction — a fait le reste.

« À lire pourtant le site Web surréaliste de la BEPZA, l'agence qui gouverne les huit zones franches et dont le rôle affiché en matière de relations de travail est d'assurer un climat de production agréable », tout baigne. A la croire, les employés touchent des allocations de maternité et de soins de santé et leurs heures supplémentaires sont payées. Le site, qui annonce du reste l'ouverture imminente d'une 9^e EPZ, indique sans état d'âme que le salaire mensuel moyen d'un travailleur non qualifié oscille entre 39 et 49 \$US, ce qui est à peine supérieur au seuil de pauvreté (1,25 \$ par jour) établi par la Banque mondiale... Dans un pays où la violence sociale et politique est courante, le mouvement syndical bangladais persiste et signe, s'il faut en croire le Bangladesh Centre for Workers Solidarity (BCWS), une organisation d'ailleurs soutenue par les grands syndicats

syndicales sont suspendues. Considérée comme une percée, une loi votée en 2004, autorisant les travailleurs des huit EPZ du pays à former des associations, part en fumée. En juin 2012, lorsque de nouvelles grèves sont déclenchées à Ashulia et à Narayanganj, forçant la fermeture de 300 usines, l'Association des fabricants de prêt-à-porter du Bangladesh fait savoir par la bouche de son président que les ouvriers « conspirent » et qu'il n'est pas « logique » d'augmenter les salaires. L'association de patrons a eu cette fois-ci des propos semblablement insensibles, déplorant moins les décès que l'interruption de production.

Après les émeutes de l'année dernière, l'Awami League de la première ministre Sheikh Hasina Wajed a créé une cellule de crise et une force de police industrielle — non pas pour veiller à l'application des lois du travail, souligne l'historien Prashad, mais plutôt pour espionner les organisations de travailleurs. C'est ce même parti qui, pendant la campagne électorale qui l'a massivement porté au pouvoir en 2008, promettait mer et monde aux travailleuses du vêtement, rappelait cette semaine le quotidien bangladais *New Age*, à l'occasion du 1^{er} Mai: relever les salaires, améliorer la sécurité au travail et la sécurité d'emploi, mettre fin au climat d'impunité dont jouissent les propriétaires d'usines, faire respecter le droit des femmes à des congés de maternité... « A huit mois de la fin de son mandat, écrit *New Age*, le gouvernement va déclencher des élections sans avoir respecté ses promesses. »

« L'accident » du Rana Plaza a relancé au Nord les sempiternels appels au boycottage des marques. Cela pourrait être utile mais, même si ces appels étaient vraiment entendus, cela ne suffirait pas, juge M. Prashad. « Ce qu'il faut, c'est appuyer fermement les travailleurs qui tentent de s'organiser au point de production. » Il en a contre la complaisance des opinions publiques occidentales à l'égard de leurs gouvernements pour la façon dont ils « chouchoutent » les multinationales. Ce qu'il faut donc surtout, pour que des Rana Plaza cessent de s'effondrer, « c'est une opposition nette, non pas à tel ou tel détaillant, mais au système qui crée des économies à salaires microscopiques dans le Sud pour alimenter une économie de consommation à crédit au Nord. »

Mallika Shakya, profes-



Mallika Shakya, professeure à la South Asian University, à New Delhi, trouve révoltant l'argument néolibéral « réducteur » qui veut faire croire que le travail en usine, même à salaire médiocre, constitue malgré tout un instrument de progrès et d'ascension sociale pour un grand nombre de gens dans les pays pauvres. Ci-dessus, des travailleuses s'affairent dans une usine de Dacca.

Les coûts pour un t-shirt de coton vendu sur le marché américain en 2005

Tissu:	3 \$
Main-d'œuvre:	2 \$
Frais pour quotas (2005):	1,80 \$
Sous-total pour le t-shirt assemblé:	6,80 \$
Douane:	1,34 \$
Transport et camionnage:	44 ¢
Sous-total pour le produit expédié en sol américain:	8,58 \$
Augmentation de prix pour l'importateur:	3,68 \$
Sous-total pour le prix de gros:	12,26 \$
Augmentation de prix au détail:	18,39 \$
Prix de détail:	30,65 \$

Source: - The Global Textile and Garments Value Chain, infoDev.org (programme de la Banque Mondiale), 2008.

américains. Des associations ouvrières, affirme le BCWS, ont été reformées dans la majorité des 5000 ateliers des EPZ. Contre vents et marées. En avril 2012, l'un des principaux leaders du centre de solidarité, Aminul Islam, a été kidnappé puis torturé. Son cadavre a été retrouvé quelques jours plus tard.

« L'accident » du Rana Plaza a relancé au Nord les sempiternels appels au boycottage des marques. Cela pourrait être utile mais, même si ces appels étaient vraiment entendus, cela ne suffirait pas, juge M. Prashad. « Ce qu'il faut, c'est appuyer fermement les travailleurs qui tentent de s'organiser au point de production. » Il en a contre la complaisance des opinions publiques occidentales à l'égard de leurs gouvernements pour la façon dont ils « chouchoutent » les multinationales. Ce qu'il faut donc surtout, pour que des Rana Plaza cessent de s'effondrer, « c'est une opposition nette, non pas à tel ou tel détaillant, mais au système qui crée des économies à salaires microscopiques dans le Sud pour alimenter une économie de consommation à crédit au Nord. »

Sabbie DOWN'S
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES - COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514 • 861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
L.L.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Gildan, compagnie montréalaise repentie

Le fabricant de vêtements qui possède une usine au Bangladesh a fait du chemin depuis le début des années 2000

FRANÇOIS DESJARDINS

Pour le spécialiste québécois du t-shirt, Gildan, la tourmente commence au début des années 2000. Maquila Solidarity Network, Oxfam Canada et Amnesty internationale alors la société de licencier des travailleurs au Honduras pour éviter qu'ils ne forment un syndicat. L'épisode durera jusqu'en 2005, jusqu'à ce que les organismes des droits des travailleurs saluent les correctifs apportés par la compagnie.

Dix ans plus tard, Gildan, qui n'a plus d'ateliers de fabrication au Québec, est elle aussi présente au Bangladesh, où elle a acheté une usine de 2000 employés pour 15 millions en 2010... dans la division administrative de Savar, soit la même région où le Rana Plaza s'est effondré la semaine dernière. Mais elle a été prudente.

« Quand on l'a achetée, on

gramme de conformité sociale est accrédité par la Fair Labor Association, alors que les usines de couture, dont certaines sont situées dans les Caraïbes, sont certifiées par le Worldwide Responsible Accredited Production.

Les entreprises sont-elles plus prudentes qu'auparavant? « Ça dépend des compagnies », dit Kevin Thomas, du Maquila Solidarity Network, basé à Toronto. « Une compagnie qui a été élaboussée par un scandale concernant son approvisionnement, a tendance à prendre des mesures »

Gosselin. « On veut pouvoir bien dormir le soir », a dit cette semaine le président de Gildan, Glenn Chamandy, lors d'un entretien au *Globe and Mail*.

Le chiffre d'affaires de la compagnie, qui comptait jadis 400 travailleurs dans la rue Louvain et en bordure de l'autoroute Côte-de-Liesse, est de 2 milliards. Sur ses 31 000 employés, 22 000 se trouvent en Amérique centrale. Le pro-

Dacca compte ses morts

La première ministre suggère aux marques occidentales d'augmenter les salaires

SHAFIQ ALAM à Dacca

Le bilan de l'effondrement au Bangladesh d'un immeuble abritant des ateliers de textile a dépassé vendredi les 500 morts, un drame qui a jeté une lumière crue sur les conditions de travail des ouvriers, dont sont en partie responsables les marques occidentales, a accusé la première ministre.

Un ingénieur qui avait mis en garde contre la fragilité de l'immeuble avant qu'il ne s'effondrât comme un château de cartes le 24 avril était par ailleurs interrogé par la police. A mesure que le travail de déblaiement des bulldozers a progressé, le nombre de corps découverts écrasés sous des tonnes de béton a considérablement augmenté.

Selon le lieutenant Mir Rabbi, un responsable de la salle de contrôle de l'armée chargée de superviser les opérations de secours, « le bilan s'élève désormais à 511 morts », alors que le bilan était de 441 morts jeudi soir. Les secours craignent que des dizaines de corps ne soient encore ensevelis sous les ruines du Rana Plaza, un immeuble de huit étages qui s'est écroulé à Savar, une ville située à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Dacca, la capitale. Environ 3000 ouvriers du textile y travaillaient pour cinq ateliers de confection différents. Selon les autorités, 2437 personnes ont pu être sauvées.

« L'Espagne Mango, la chaîne d'habillement à bas prix britannique Primark et la marque italienne Benetton figurent parmi les marques occidentales à avoir confirmé que certains de leurs produits étaient confectionnés au Rana Plaza, où le salaire mensuel moyen ne dépassait pas les 30 euros (environ 49 \$CAN). »

Ce tragique accident est le dernier d'une longue série ayant frappé cette industrie qui génère 15 milliards d'euros par an (20 millions \$CAN). En novembre dernier, un incendie dans une usine textile près de Dacca avait fait 111 morts.

« Une compagnie qui a été élaboussée [...] par un scandale concernant son approvisionnement, a tendance à prendre des mesures. Ça ne veut pas dire qu'elles réussissent, mais elles sont plus sensibles. Gildan a fait des pas, même si on trouve encore des problèmes. Mais ils réagissent plus vite qu'auparavant. »

Le Devoir



Une famille vient d'identifier le corps d'un des siens parmi les quelque 500 victimes de l'effondrement.

de sécurité de l'industrie textile en soulignant que la récente explosion dans un complexe industriel américain au Texas montrait qu'aucun pays n'était à l'abri. « Partout dans le monde, ce genre d'accident peut survenir », a-t-elle souligné.

Certaines marques occidentales d'habillement ont indiqué qu'elles réfléchissaient à leur présence future au Bangladesh après l'accident du Rana Plaza. Disney a déjà annoncé qu'il se retirait du pays.

Le chef du gouvernement a voulu insister sur le fait que le Bangladesh est maintenant un lieu où l'investissement peut se faire dans de bonnes conditions. Mais elle a aussi suggéré que les groupes occidentaux attirés au Bangladesh par la main-d'œuvre à bas coût pourraient augmenter les salaires, les accusant indirectement d'avoir une responsabilité dans le drame.

« S'ils veulent faire des affaires, ces acheteurs, alors ils devraient aussi envisager d'augmenter les prix de la confection pour que les affaires marchent bien, que la main-d'œuvre ait un bon salaire. On en fait un bon émissaire ni pourquoi il est arrêté. L'on-ils arrêté pour avoir averti du danger? »

Mais, selon le chef adjoint de la police de Dacca, A.B.M. Masud Hossain, les enquêteurs assurent que M. Khan s'est opposé à la fermeture du Rana Plaza.

Agence France-Presse

Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens. Grande valeur offerte.

- Borduas
- Ferron
- Fortin
- Gagnon
- Krieghoff
- Lemieux
- Letendre
- McEwen
- Pellan
- Riopelle
- Suzor-Côté
- et autres...

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Papeterie
Casse - Noisette

Papier-Lalo - papiers-Si-Gilles - Cartes - Plumes
Siglos - Livres d'or - Albums de photos

L'AGENDA MODERNE — agendas MIGNON

115, rue St-Julippe, Vieux-Montréal Téléphone : 514 815-1980

Heures d'ouverture :
de lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

Stores de Qualité
LA QUALITÉ ASSURÉE À UN PRIX CONCURRENTIEL

SUR MESURE

- Stores motorisés
- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Stores horizontaux de voilage
- Stores horizontaux de bois, de métal et de PVC
- Stores verticaux de PVC
- Toiles pour verrière
- Persiennes
- Stores extérieurs
- Toiles solaires

CLAUDE BOUCHARD
514 231-8677
www.stores-de-qualite.ca

ESTIMATION GRATUITE

50%

de rabais ou INSTALLATION GRATUITE

Montréal 514-231-8677
laval 450-627-3716
Longueuil 450-445-9829
Québec 418-654-8677
Trois-riv. 819-696-8677
Repen. 450-585-7577
Témoune 450-437-4666
St-Sauveur 450-227-7377
Bromont 450-534-4377

Certifié 5 Étoiles®

MARKETING & PUBLICITÉ

514 796-8677 • 418 692-6677

© Marque de commerce déposée de Solution certifiée 5 étoiles Inc.

Dans le cadre de 24h de science
**LES PONTS DE KÖNIGSBERG,
LES DIGUES DE HOLLANDE
ET LA CHUTE DE WALL STREET**

Paul Embrecht,
ETH Zürich

prononcera la prochaine «Grande conférence publique» du Centre de recherches mathématiques (CRM)

LE VENDREDI 10 MAI À 19H30 ► entrée libre

PAVILLON JEAN-COUTU
Université de Montréal
2940, chemin de Polytechnique, Salle S1-151
Université-de-Montréal ou Côte-des-Neiges

Un vin d'honneur sera offert gratuitement après la conférence

INSCRIPTION :
www.crm.umontreal.ca/incription/

CENTRE DE RECHERCHES MATHÉMATIQUES

CONFÉRENCE AVEC
FRANÇOISE GRATON ET GILLES PELLETIER
ANIMÉE PAR JEAN-MARIE LAPOINTE

DIMANCHE 26 MAI À 14H ou GESU

**L'AVENTURE DE BIEN VIEILLIR
SOI-MÊME ET EN COUPLE!**

BILLET EN VENTE
GESU: 514.861.4036
RÉSEAU ADMISSION: 1.855.790.1245
BILLETTERIE DU GESU
1200, rue de Bleury, Montréal

BIEN VIEILLIR
pour grandir à son rythme

un réseau de LA MAISON DES LEADERS

ACTUALITÉS

Nickel à Québec : Arrimage refuse toujours de porter le blâme

ISABELLE PORTER
à Québec

Arrimage du St-Laurent a dévoilé vendredi son plan d'action pour limiter au maximum les émanations de poussière en provenance de ses installations. Mais le transbordeur de minerai refuse toujours de porter le blâme pour les concentrations élevées de nickel mesurées à Limoilou.

« On veut s'assurer d'être des citoyens irréprochables »

concentrations de nickel mesurées tout près. Et ce, malgré le fait que le ministère du Développement durable a récemment identifié ses installations comme source du problème dans une étude.

Néanmoins, M. Dupuis martèle qu'il fait tout en son possible pour faire d'Arrimage Saint-Laurent un modèle de développement durable. « Nous, on a à cœur la qualité de vie des gens dans le secteur et on n'attend pas que tout ça soit démontré, peu importe, en cour, pour prendre des mesures. On veut s'assurer d'être des citoyens irréprochables », a-t-il dit devant les médias vendredi après-midi.

Recours collectif

L'entreprise fait actuellement face à une menace de recours collectif en provenance des résidents du quartier voisin. La demande de recours a

été déposée en janvier par Véronique Lalande, du groupe Vigilance Port de Québec.

Dans un avis d'infraction en avril, le ministère avait sommé Arrimage de se doter d'un plan pour régler le problème du nickel. Ce plan, qui devait être soumis jeudi, avait entre autres exigences l'établissement « d'un système de transbordement étanche ».

Or, le plan n'est pas en mesure de garantir l'étanchéité et on mise toujours sur l'eau pour empêcher la poussière de se répandre dans l'air. Un consultant de Genivar employé par l'entreprise a défendu cette stratégie vendredi. « Quand c'est humide, il y a beaucoup moins de transport possible par le vent », a soutenu Marcel Ricard.

Arrimage du St-Laurent promet aussi de tout surveiller avec des capteurs de poussière. Selon Véronique Lalande, reste toutefois à savoir dans quelle mesure le ministère du Développement durable aura accès à ces données. Vendredi, M. Dupuis a dit qu'il y aurait du « partage d'information ».

Par ailleurs, M^{me} Lalande n'est pas convaincue que les choses vont vraiment changer chez Arrimage du St-Laurent. « Ils sont un peu comme un alcoolique. Ces gens-là ne reconnaissent pas encore qu'ils sont la source du problème et ils veulent que je leur fasse pleinement confiance. [...] Nous, dans notre quartier, on va être heureux quand on va arrêter de nous faire tomber ça sur la tête. »

Le Devoir

Plus qu'un seul parti d'opposition à la Ville de Québec

Démocratie Québec et Québec Autrement annoncent leur fusion

ISABELLE PORTER
à Québec

Après des mois de querelles, les opposants à Régis Labeaume enterrent finalement la hache de guerre afin d'unir leurs forces contre Régis Labeaume. Désormais, les partis Démocratie Québec et Québec Autrement ne font plus qu'un.

Le parti issu de l'union s'appellera Démocratie Québec, mais c'est l'ancien chef de Québec Autrement (QA), David Lemelin, qui dirige le nouveau navire. « Je suis donc le chef de ce nouveau parti, chef de Démocratie Québec et candidat à la mairie en novembre prochain », a résumé M. Lemelin lors d'un point de presse vendredi matin. À présent, l'histoire n'est plus de savoir qui a concédé quoi. Ce qui compte le plus, c'est le résultat.

Convaincu depuis le début de la nécessité d'une fusion, M. Lemelin courtisait Anne Guérette depuis des mois. Or, jusqu'à tout récemment, la chef de Démocratie Québec tenait absolument à garder son parti en vie. Elle reprochait à M. Lemelin de vouloir s'imposer comme chef et plaquait qu'une fusion devait absolument passer par une course à la chefferie.

« Choisir ses batailles »

Mais cette période est bel et bien révolue. La course à la chefferie aura lieu, mais après les élections de novembre, dit-on. Quant à M^{me} Guérette, elle dit être en paix avec son choix. « Il faut choisir ses batailles, a-t-elle résumé. J'ai dé-



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR
Anne Guérette affirme être en paix avec la fusion et le fait que le nouveau parti d'opposition, qui conservera le nom de Démocratie Québec, sera désormais dirigé par David Lemelin.

fendu mon bout pendant longtemps et je pense que ça a donné des résultats. »

La possibilité d'imposer son propre parti au lieu de QA a pesé fort dans la balance, mais des commentaires du public ont aussi eu raison de ses réticences. « Il y a eu beaucoup de pression aussi de la part des citoyens », a expliqué la conseillère municipale du Vieux-Québec et de Montcalm. Le citoyen ne fait pas la différence entre Yvon Bussières, qui est chez Québec Autrement, et Anne Guérette, qui est chez Démocratie Québec. Pour lui, on est ensemble déjà. [...] Je veux

agir en fonction de ce que demande le citoyen. »

Respect et négociation

Le programme du nouveau parti sera défini lors d'un congrès le 11 mai prochain, date qui avait déjà été retenue pour celui du défunt Québec Autrement. En attendant, on axe le discours sur les thèmes du « respect » et de la « négociation » pour se distinguer du style du maire Régis Labeaume.

Pour David Lemelin, le succès de la fusion entre les deux partis montre à quel point l'art de négocier est utile. « La négociation, ça marche. [...] On né-

gocie, on avance, et c'est ce que Démocratie Québec mettra de l'avant avec les employés, avec les syndicats, avec les maires des autres villes, avec les gouvernements », a-t-il dit.

Le conseiller Patrick Paquet a d'ailleurs souligné que pendant que l'opposition se regroupe, les départs d'Équipe Labeaume se sont multipliés (11 sur 22). « Personne n'est dupe à Québec sur ce qui se passe au sein d'Équipe Labeaume », a lancé tout sourire le conseiller qui lui-même a quitté l'équipe il y a quelques mois.

Le Devoir



Pourquoi se contenter de la normale?

Fairmont
LE MANOIR RICHELIEU
CHARLEVOIX, QUÉBEC

FORFAIT GOLF
2 POUR 1

Hébergement et une partie de golf par personne, par nuitée

À partir de
309 \$*

Par nuitée, occ. dble, du 31 mai au 11 juillet 2013. Service inclus. Taxes en sus. Selon les disponibilités. Voiturette et accès au terrain d'exercice inclus.



Avec des vues à couper le souffle et des allées à faire rêver, le réputé parcour du Fairmont Le Manoir Richelieu vous réserve une expérience hors du commun. Ici, tous les efforts sont déployés pour vous aider à obtenir une carte parfaite. Du confort de nos chambres au raffinement de notre cuisine, les petites attentions se multiplient pour créer des performances de génie.

RÉSERVATIONS 1 800 441 1414
ou fairmont.fr/richelieu-charlevoix

RENSEIGNEMENTS et HEURES DE DÉPART
Club de golf Fairmont Le Manoir Richelieu
TÉL 418 665 2526

FAIRMONT LE MANOIR RICHELIEU | HÔTEL ~ CASINO ~ SPA ~ GOLF



ICÔNE

MONTRÉAL
CONDOS
INTELLIGENTS
CENTRE-VILLE
ABORDABLE

iconecondos.com
514-876-4000

1175 DE LA MONTAGNE
MONTRÉAL -QC- H3G 1Z2
Angle René-Lévesque & de la Montagne

ACTUALITÉS

Encore un départ d'Union Montréal

Le conseiller de Montréal-Nord Jean-Marc Gibeau siègera désormais comme indépendant

JEANNE CORRIVEAU

Conseiller dans l'arrondissement de Montréal-Nord, Jean-Marc Gibeau a annoncé vendredi matin qu'il quittait les rangs d'Union Montréal pour siéger comme indépendant.

Dans une lettre qu'il a fait parvenir aux médias, M. Gibeau soutient que l'heure était venue pour lui de tourner la page. «*Je ne peux cacher que les allégations à l'endroit de notre parti m'attristent et, si elles sont fondées, me blessent et me choquent profondément*», peut-on lire dans sa missive.

Demeurer chez Union Montréal, un parti élaboussé par les révélations de la commission Charbonneau, n'était plus une option pour lui, a-t-il expliqué. «*Il y en a qui ont encore espoir [au sein du parti], mais moi, j'étais rendu à la limite de mes pensées positives concernant Union Montréal*», a-t-il expliqué au Devoir lors d'un entretien téléphonique. «*J'ai cru à des solutions miracles, magiques. On n'est pas fous, on parle à nos citoyens. Ils nous demandent souvent comment il se fait qu'on puisse encore être avec Union Montréal.*»

M. Gibeau, qui occupait le poste de leader d'Union Montréal depuis l'automne dernier, a tenu à souligner «*le courage et la grande rigueur*» de Richard Deschamps, qui est devenu chef du parti après la démission de Gérald Tremblay.

Avec Coderre?

Conseiller municipal dans Montréal-Nord depuis 1996, Jean-Marc Gibeau entend bien être candidat lors des élections de novembre prochain et ne cache pas sa sympathie à l'égard de Denis Coderre, qui briguera la mairie de Montréal. «*Denis est un gars de la place. C'est un type que je connais depuis longtemps. Il a très bien travaillé tant au ministère des Sports qu'à celui de l'Immigration. Son dossier politique est assez épatant*», lance M. Gibeau avec enthousiasme, avant d'ajouter: «*Mais ça s'arrête là pour le moment.*» Ses intentions font toutefois peu de doutes: «*Disons que je regarde toutes les avenues et que je n'en vois qu'une.*»

Des 66 élus que comptait Union Montréal à l'automne 2009, il en reste aujourd'hui 31.

Le Devoir

Décès de Marc Simoneau

Marc Simoneau, une légende du journalisme sportif au Québec, s'est éteint vendredi, à Québec, à la suite d'une longue lutte contre le cancer. Il était âgé de 72 ans. M. Simoneau a fait sa marque surtout à la radio de Québec, notamment à la station CHRC, où il a travaillé pendant une vingtaine d'années. Outre son émission quotidienne en soirée, il participait également à l'émission matinale, animée par André Arthur, dans les années 1970 et 1980. Marc Simoneau a aussi été directeur des sports à CJRP et animé la tribune téléphonique de CKVL, à Montréal, pendant quelques années. Il a également été commentateur sportif à Télé-Capitale. Après sa carrière journalistique, M. Simoneau s'est lancé en politique municipale. Il a été élu conseiller dans l'arrondissement Beauport, à Québec, en 2005, poste qu'il a occupé jusqu'à son décès. Dans un point de presse impromptu, vendredi après-midi, le maire Régis Labeaume, ému, a parlé d'une grande perte pour la Vieille Capitale.

La Presse canadienne

La STM prendra Bixi en charge

La Ville de Montréal devrait toutefois assumer la responsabilité des déficits du service de vélo en libre-service

JEANNE CORRIVEAU

La Société de transport de Montréal (STM) prendra en main les destinées de Bixi d'ici l'automne, a confirmé vendredi son président, Michel Labrecque, qui s'attend toutefois à ce que la Ville de Montréal prenne en charge les déficits engendrés par les activités du service de vélo en libre-service.

Michel Labrecque a fait ces commentaires en marge d'une conférence de presse tenue en matinée portant sur l'amélioration de l'offre de services pour les vélos.

Le transfert des activités montréalaises de Bixi sous la responsabilité de la STM a été évoqué à plusieurs reprises au cours des derniers mois, parallèlement aux procédures entreprises par la Société de vélo en libre-service (SVLS) visant à vendre le volet international de l'organisme. «*Il y a un lien naturel entre la STM et Bixi*», estime la porte-parole de la STM, Odile Paradis.

Plus tôt cette semaine, il a d'ailleurs été convenu que la STM occuperait désormais un siège au conseil d'administration de la SVLS en prévision du transfert de Bixi. Mercredi, la STM a désigné Denise Vailancourt, directrice générale



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le transfert des activités montréalaises de Bixi sous la responsabilité de la STM a été évoqué à plusieurs reprises au cours des derniers mois.

de la planification et des communications, pour occuper ces fonctions. Deux gestionnaires de la STM ont également été assignés au dossier de Bixi. «*Ça va nous permettre d'être*

présents au conseil d'administration, d'avoir accès à des documents et à de l'information afin de nous faire une tête pour ce qui s'en vient», a expliqué Odile Paradis.

Il n'est pas question pour la STM d'hériter des dettes de Bixi, mais le maire Michael Applebaum s'est déjà engagé à ce que la Ville assume cette responsabilité.

Davantage de supports à vélos

La STM a annoncé vendredi que les véhicules de cinq lignes d'autobus supplémentaires seraient munis de supports à vélos, soit les lignes 34 (Sainte-Catherine), 94 (Iberville), 169 (La Ronde), 185 (Sherbrooke) et 715 (Vieux-Port), qui s'ajoutent aux trois lignes offrant déjà ce service. D'autres projets seront réalisés, dont un projet-pilote à l'automne, qui mènera sur la cohabitation de vélos et d'autobus sur les voies réservées de la rue Viau, entre le boulevard Rosemont et l'avenue Pierre-de-Coubertin, ainsi qu'un stationnement à vélos couvert à la station de métro Lionel-Groulx.

Quant aux activités de Bixi à l'étranger, la SVLS poursuit les démarches pour trouver un acheteur.

Le Devoir

L'ÉTÉ, C'EST FAIT POUR JOUER. ET POUR ÉCONOMISER.

JUSQU'À 435 \$* D'ÉCONOMIES PAR ÉTÉ

Une piscine qui vous fait économiser, c'est doublement rafraîchissant! Améliorez l'efficacité énergétique de votre piscine en optant pour des produits qui réduisent votre consommation, comme une minuterie pour filtre, une toile solaire ou une pompe à deux vitesses.

*Découvrez combien vous pourriez économiser en visitant le www.hydroquebec.com/piscines.

Hydro Québec

ACTUALITÉS

Nancy Houston joint sa voix à celle des défenseurs de la pédagogie Waldorf

LISA-MARIE GERVAIS

La communauté de l'école de la Roselière de Chambly n'est pas près de se rendre. La bataille qu'elle mène pour maintenir cette école ouverte a des échos jusqu'en France et reçoit un appui de taille: celui de l'auteure Nancy Houston, qui livre un plaidoyer en faveur des écoles à pédagogie Waldorf, dont s'inspire l'établissement de Chambly.

«Je ne connais pas personnellement cette école, ni les gens qui l'ont créée, ni aucun des élèves qui y ont été inscrits», a écrit l'auteure, maintes fois primée, dans une lettre ouverte publiée en page Idées. «L'école Waldorf à laquelle j'ai moi-même étudié n'était pas de niveau primaire, mais secondaire: j'y ai passé mes 11^e et 12^e années, voici déjà quatre décennies. Mais cette expérience a changé ma vie — en bien — et je voudrais essayer de dire en quoi.»

Utilisée dans un millier d'écoles à travers le monde, la pédagogie Waldorf, qui mêle enseignement intellectuel et l'exercice d'activités artistiques et manuelles (comme le tricot), est controversée. Ses détracteurs l'apparentent à une idéologie sectaire parce qu'elle reprend la thèse de la réincarnation et du karma; ils estiment aussi qu'elle ne forme pas bien les enfants et que ceux-ci accumulent du retard.

Se fiant à sa propre expérience, Nancy Houston n'adhère pas aux critiques sur le caractère spirituel religieux de la pédagogie. «L'enseignement lui-même ne comportait pas d'éléments directement religieux, même si Rudolf Steiner,



JEFF ROBERSON ASSOCIATED PRESS

Utilisée dans un millier d'écoles à travers le monde (ci-dessus, un élève de Chicago), la pédagogie Waldorf mêle enseignement intellectuel et exercices artistiques et manuels, comme le tricot.

le fondateur des écoles Waldorf, était chrétien. (Faudrait-il, pour être bien certain d'éviter la contamination de nos enfants par cette religion, cesser d'écouter la musique de Bach et de regarder l'art de Michel-Ange?)», écrit-elle.

Un rapport accablant

Depuis plusieurs mois, l'école de la Roselière est au cœur d'une bataille entre la Commission scolaire des Patriotes (CSP), qui a pris la décision de lui retirer son projet pédagogique l'an prochain puis de la fermer l'année suivante, et les parents des 150 élèves, qui

ont multiplié, en vain, les actions de sensibilisation.

La décision des commissaires s'est basée sur un rapport d'expert qui s'est avéré accablant, démontrant notamment que «des parties importantes du Programme de formation de l'école québécoise ne sont pas enseignées aux élèves de cette école». En dépit de sa fermeture annoncée, la majorité des élèves (130) se sont réinscrits pour l'automne.

Les parents et enseignants, très attachés à leur école, ont quant à eux critiqué la méthodologie «bâclée» du rapport et ont répliqué en produisant un

contre-rapport qui réfute point par point le précédent. «On a fait une étude non scientifique auprès des 157 élèves d'anciennes cohortes [en âge d'avoir terminé leur 5^e secondaire]. On en a retrouvé 153, et 93% d'entre eux ont obtenu leur diplôme d'étude secondaire», explique Frédéric Boivin, père d'une fillette fréquentant l'école.

Selon la CSP, de nombreux élèves n'y complètent pas leur primaire et quittent l'école pour un autre établissement. Toutefois, les taux de réussite des élèves se situeraient dans la moyenne.

Au sujet des inquiétudes sur le plan scolaire, Nancy Houston ironise. «Ces élèves ne sont pas devenus des drop-out, des babacool, des débiles mentaux qui passent leur vie à jouer avec des poupées de chiffon et à tricoter. Dans l'ensemble, ils se débrouillent et sont bien dans leur peau», écrit-elle.

Devant ce problème récurrent — une enquête a été menée en 2005 pour s'assurer que la pédagogie Waldorf ne nuirait pas à la réussite des élèves —, le ministère de l'Éducation a indiqué la semaine dernière qu'il suivrait de près les deux autres écoles publiques Waldorf au Québec (à Waterville et à Victoriaville) et qu'il exigerait un suivi plus serré de la part des commissions scolaires. En revanche, le ministre a autorisé l'ouverture, en septembre 2013, d'une école privée Waldorf à Val-David, dans les Laurentides.

Le Devoir

Lire aussi : Nancy Houston livre un plaidoyer pour les écoles Waldorf. Page B 5

Les mathématiques pour comprendre notre planète

PAULINE GRAVEL

L'Année internationale des mathématiques de la planète Terre 2013 bat son plein dans les grandes villes du monde, et particulièrement à Montréal, où des mathématiciens de renom sont invités à venir prêter la main à la résolution de grands problèmes mathématiques soulevés par diverses problématiques planétaires, ou simplement pour décrire au grand public leur travail mathématique en lien avec une facette de notre planète.

Cet événement planétaire sous le patronage de l'UNESCO est l'initiative d'une mathématicienne de l'Université de Montréal, Christiane Rousseau, qui est aussi vice-présidente de l'Union mathématique internationale. «Il vise à montrer ce que les mathématiques peuvent faire pour notre planète ainsi que leur rôle dans la compréhension des problèmes planétaires qui nous interpellent. Il sera aussi l'occasion de rapprocher des chercheurs de diverses disciplines et, je l'espère, d'attirer de nouveaux chercheurs dans le domaine», explique M^{me} Rousseau, qui a eu l'idée d'un tel événement alors qu'elle était directrice du Centre de recherches mathématiques (CRM), un institut national situé sur le campus de l'Université de Montréal.



Christiane Rousseau

ment sur les modèles et méthodes mathématiques utilisés en écologie, en épidémiologie et en santé publique. Cet été se tiendra un atelier sur les mouvements planétaires, et particulièrement des satellites et les orbites des engins et débris spatiaux.

L'automne prochain, le CRM sera l'hôte de diverses activités de recherche sur le thème de la biodiversité. «Les modèles mathématiques simulant la compétition entre les espèces semblent prédire l'extinction de maintes espèces. Or, cela apparaît en parfaite contradiction avec la grande biodiversité que nous observons sur terre. Mais il ne faut pas oublier qu'une des grandes forces de la nature qui entre aussi en jeu est la coopération», explique M^{me} Rousseau pour résumer les sujets qui seront abordés.

Vulgarisation

Tout au long de l'année, des conférences de vulgarisation scientifique seront aussi proposées au grand public. Au début d'avril, la célèbre mathématicienne Ingrid Daubechies a présenté ses travaux sur la décomposition en ondelettes des signaux sismiques qui ont permis de mieux comprendre un phénomène géologique se produisant à l'intérieur de la Terre (lire l'entrevue avec M^{me} Daubechies en page Sciences).

Apport mathématique à la connaissance du monde

«C'est une mathématicienne danoise, Inge Lehman, qui a découvert en 1936 que le noyau interne de la Terre est solide en analysant les signaux sismiques des grands tremblements de terre», rappelle d'entrée de jeu M^{me} Rousseau.

La prédiction du climat, la gestion des ressources naturelles, le développement durable et les questions économiques sont autant de sujets qui font appel aux mathématiques et qui seront abordés durant cette Année des mathématiques de la planète Terre, ajoute M^{me} Rousseau. Des ateliers de recherche ont donc été organisés, notam-

Dans le cadre des 24 heures de science, le vendredi 10 mai à 19h30, Paul Embrechts, de l'École polytechnique fédérale de Zurich, un spécialiste de la gestion du risque et de l'étude des événements extrêmes qui ont une très petite probabilité mais dont les conséquences sont immenses, viendra parler des ponts de Königsberg, des digues des Pays-Bas et de la chute de Wall Street. Pour plus d'information: crm.umontreal.ca/Embrechts.

Le Devoir

Lire aussi : Ingrid Daubechies, depuis les ondelettes qui portent son nom jusqu'au format JPEG 2000. Page B 6

Les petites universités s'allient pour promouvoir leur différence

Sherbrooke — Quatre établissements d'enseignement postsecondaire de l'est du Canada ont annoncé la formation d'une alliance stratégique. Il s'agit des universités Bishop's, située au Québec, de Mount Allison, au Nouveau-Brunswick, de même que d'Acadia et de St. Francis Xavier, en Nouvelle-Écosse.

Ces établissements ont décidé de former la «Ligue U4» afin de promouvoir leurs objectifs communs.

Michael Goldbloom, principal de l'Université Bishop's et

président de la Ligue U4, affirme que cette alliance permettra de mieux comprendre les avantages rattachés à l'expérience d'étudier dans une université de petite taille.

Petite université, petites classes

Il dit répondre ainsi aux préoccupations actuelles exprimées par les étudiants, les parents, les éducateurs et les commentateurs des médias qui se soucient de la détérioration de la qualité de l'éducation de premier cycle au Canada.

Il souligne qu'en raison de problèmes financiers, de nombreuses universités ont augmenté le nombre d'inscriptions au premier cycle, tout en mobilisant leurs ressources principalement sur le renforcement des programmes d'études supérieures et sur leur capacité de recherche. Il déplore que beaucoup d'étudiants se retrouvent dans des classes comptant des centaines d'étudiants et que le contact direct avec leurs professeurs soit très limité.

Une collaboration entre les membres de la Ligue U4 est no-

tamment prévue pour la conception des programmes, des cours, des activités et des échanges auxquels les étudiants de chaque université peuvent accéder. Les partenaires veulent également accroître les possibilités professionnelles, d'enseignement et de recherche pour les professeurs.

Des activités conjointes de recherche seront développées, en particulier celles qui augmentent les possibilités pour les étudiants de premier cycle.

La Presse canadienne

ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

Obtenez 15% de rabais !
Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti.
(Valable du 4 mai au 31 juillet 2013)

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

NOUVELLE SUCCURSALE À LAVAL!

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest (514) 344-8555 • 1 (866) 747-8555
Laval : 2267, boul. Le Corbusier (450) 682-8280
www.abatjourillimites.ca

Vivez la magie de LangdonArt

Un artiste créant un moment authentique à sa manière: deux paysages différents dans chaque peinture!

Les œuvres de **LangdonArt** sont exposées du 4 au 12 mai à **La Galerie 2456** au 2456, rue Beaubien Est Montréal (à 2 pas du cinéma Beaubien, face au parc Molson) **10 h – 22 h** tous les jours. Bienvenue!

www.langdonart.com

Iman Stratenus
Directeur exécutif, World Business Council for Sustainable Development (Genève)

Engager les entreprises pour un avenir durable

LE CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

Déjeuner-causerie de la série Environnement présentée par : **Hydro Québec**

En association avec :

Jeudi 16 mai 2013 • de midi à 14 h

Avec l'appui de :

Pour vous inscrire : www.corim.qc.ca • 514-340-9622

Transat Découvertes commandite 9 épisodes de la nouvelle série télévisée à Évasion
TOUT INCLUS SUR LA ROUTE
 evasion.tv/emissions

transat
 Découvertes

C'EST COMME VOUS VOULEZ



LES CIRCUITS TRAFALGAR GUIDÉS EN FRANÇAIS SONT **UNE EXCLUSIVITÉ DE TRANSAT DÉCOUVERTES**



GRAND TOUR D'EUROPE
PARIS • AMSTERDAM • RHÉNANIE • LUCERNE • INNSBRUCK • VENISE • ROME • BAIE DE NAPLES • FLORENCE • RIVIERA FRANÇAISE • LYON
 ↗ 19 JOURS/26 REPAS
 ↗ DÉPARTS GARANTIS
 Ⓞ 10 JUIN Ⓞ 3 SEPTEMBRE

À PARTIR DE **3829 \$*** AIR TRANSAT CIRCUITS TRAFALGAR



COULEURS DU PORTUGAL
LISBONNE • FATIMA • PORTO • GUIMARAES • VISEU • EVORA • VILAMOURA
 ↗ 14 JOURS/19 REPAS
 ↗ DÉPART GARANTI Ⓞ 18 JUIN
 ↗ AUTRE DÉPART GARANTI Ⓞ 3 SEPTEMBRE

À PARTIR DE **3079 \$*** AIR TRANSAT CIRCUITS TRAFALGAR



DÉCOUVERTE IBÉRIQUE
MADRID • SALAMANQUE • PORTO • LISBONNE • SEVILLE • COSTA DEL SOL • GRENADE • VALENCE • BARCELONE
 ↗ 17 JOURS/24 REPAS
 ↗ DÉPARTS GARANTIS
 Ⓞ 22 JUIN Ⓞ 13 JUILLET Ⓞ 27 JUILLET
 Ⓞ 31 AOÛT Ⓞ 7 SEPT. Ⓞ 14 SEPT.
 Ⓞ 21 SEPT. Ⓞ 26 SEPT. Ⓞ 3 OCT.

À PARTIR DE **3679 \$*** AIR TRANSAT OU BRITISH AIRWAYS CIRCUITS TRAFALGAR



VILLES D'ART ET BOHÈME DU SUD
BUDAPEST • VIENNE • SALZBOURG • BOHÈME DU SUD • PRAGUE
 ↗ 12 JOURS/24 REPAS
 ↗ DÉPARTS GARANTIS
 1^{er} JUILL. ET 30 SEPT. 2013
 ↗ AUTRES DÉPARTS :
 2 SEPT. ET 21 OCT. 2013

À PARTIR DE **3089 \$*** AIR FRANCE



TRÉSORS DE CROATIE
ZAGREB • RÉGION D'OPATIJA • RÉGION DE TROGIR • MOSTAR • DUBROVNIK
 ↗ 14 JOURS/24 REPAS
 ↗ NOUVEAU DÉPART GARANTI
 20 SEPT. 2013
 ↗ DÉPART GARANTI
 12 JUILL. 2013

À PARTIR DE **4079 \$*** LUFTHANSA OU AIR FRANCE



QUEST CANADIEN À PRIX FUTÉ
VANCOUVER • VICTORIA • KELOWNA • KAMLOOPS • JASPER • BANFF
 ↗ 9 JOURS/8 REPAS
 ↗ DÉPARTS GARANTIS
 13, 20 ET 27 JUILLET, 17 AOÛT 2013
 ↗ AUTRES DÉPARTS :
 3 ET 24 AOÛT 2013

À PARTIR DE **2639 \$*** AIR CANADA



AFRIQUE DU SUD : RÊVE ET SAFARIS
LE CAP • WORCESTER • OUDTSHOORN • KNYSNA • DURBAN • HLUHLUWE • SWAZILAND • WHITE RIVER • RÉSERVE PRIVÉE DE KAPAMA • MISTY MOUNTAIN • JOHANNESBURG
 ↗ 16 JOURS/36 REPAS
 ↗ DÉPARTS GARANTIS
 20 SEPT. ET 25 OCT. 2013

À PARTIR DE **5399 \$*** SOUTH AFRICAN AIRWAYS



PARFUMS DU MAROC EN 4X4
MARRAKECH • ZAGORA • MERZOUGA • TINGHIR • OUARZAZATE
 ↗ 9 JOURS/14 REPAS
 ↗ DÉPARTS GARANTIS
 25 MAI; 8 JUIN; 14 SEPT.; 12 ET 26 OCT. 2013
 ↗ AUTRES DÉPARTS
 29 JUIN; 20 JUILLET; 24 AOÛT; 28 SEPT. 2013

À PARTIR DE **1869 \$*** ROYAL AIR MAROC



GRAND TOUR DE LA TUNISIE
HAMMAMET • TABARKA • DJERBA • TATAOUINE • DOUZ • TOZEUR • HAMMAMET OU PORT EL KANTAQUI OU SOUSSE OU NABEUL
 ↗ 16 JOURS/29 REPAS
 ↗ DÉPARTS GARANTIS
 23 MAI; 18 SEPT. ET 16 OCT. 2013
 ↗ AUTRES DÉPARTS : 03 JUILLET; 04 SEPT. ET 02 OCT. 2013

À PARTIR DE **1999 \$*** ROYAL AIR MAROC

clubvoyages
 Marinair

265 BLVD CURE-LABELLE
 STE-THERÈSE
450-437-2324 OU **1-877-666-5556**
 marinair.clubvoyages.com
 louellel@clubvoyages.com

voyages ANJOU

7375 BEAUBIEN EST
 ANJOU
514-356-3156 OU **1-888-356-3156**
 voyagesendirectanjou.com

*Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double basés sur les départs suivants : Grand tour d'Europe ; 10 juin / Couleurs du Portugal ; 18 juin / Découverte ibérique ; 22 juin / Villes d'art et Bohème du Sud ; 1^{er} juillet / Trésors de Croatie ; 12 juillet / Ouest canadien à prix futé ; 13 juillet / Réve et safaris ; 20 sept. / Parfums du Maroc en 4x4 ; 25 mai / Grand tour de la Tunisie ; 23 mai, incluant le vol aller-retour au départ de Montréal, les transferts, les taxes et toutes les promotions calculées, ainsi que la prime de fidélité. Prix en vigueur au moment de l'impression (3 mai 2013) et valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées entre le 4 et 6 mai 2013, sous réserve de disponibilité. Certaines conditions s'appliquent. *Circuit de 17 jours. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure Transat Découvertes Édition 2012-2013. Transat Découvertes est une division de Transat Tours Canada inc., titulaire d'un permis du Québec (n° 825121). Club Voyages est une division de Transat Distribution Canada Inc. Permis (n° 753141) au Québec. Siège Social : 300, rue Léon-Pariseau, bureau 1601, Montréal, Québec H2X 4B3

Prix excluant le 2,00\$/1000\$ de services touristiques achetés qui représente la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

Ⓞ : DÉPART GARANTI

ACTUALITÉS

ATELIERS

SUITE DE LA PAGE 1

passée de 5 à 11 % (de 300 millions à 1 milliard par année), ce qui le place au deuxième rang. Car, malgré un recul au cours des dernières années, selon Industrie Canada, la Chine demeure indolégable au sommet du palmarès : 4,2 milliards par année pour 47 % du marché. Le Vietnam et le Cambodge, pendant ce temps, ont fait des bonds de géant, passant de quelques dizaines de millions à des centaines.

« Il y a eu la fin des quotas sur le textile en 2005, et depuis c'est la mêlée générale, dit Kevin Thomas, de MSN. Les compagnies jouent les pays les uns contre les autres, les sous-traitants les uns contre les autres, et on fait baisser les prix avec les conséquences que l'on connaît sur les salaires et les conditions de travail. »

Jouer la transparence

Le rapport de développement durable de H&M joue à fond la carte de la transparence. Par exemple, l'entreprise affirme sans détour que les heures supplémentaires dans les usines représentent un « énorme défi » pour l'industrie. La compagnie demande à ses fournisseurs de respecter la loi des pays respectifs, mais à la fin de 2012, le taux de conformité observé chez ceux-ci était de seulement 17 %. Et voilà que le détaillant fait un étonnant mea-culpa.

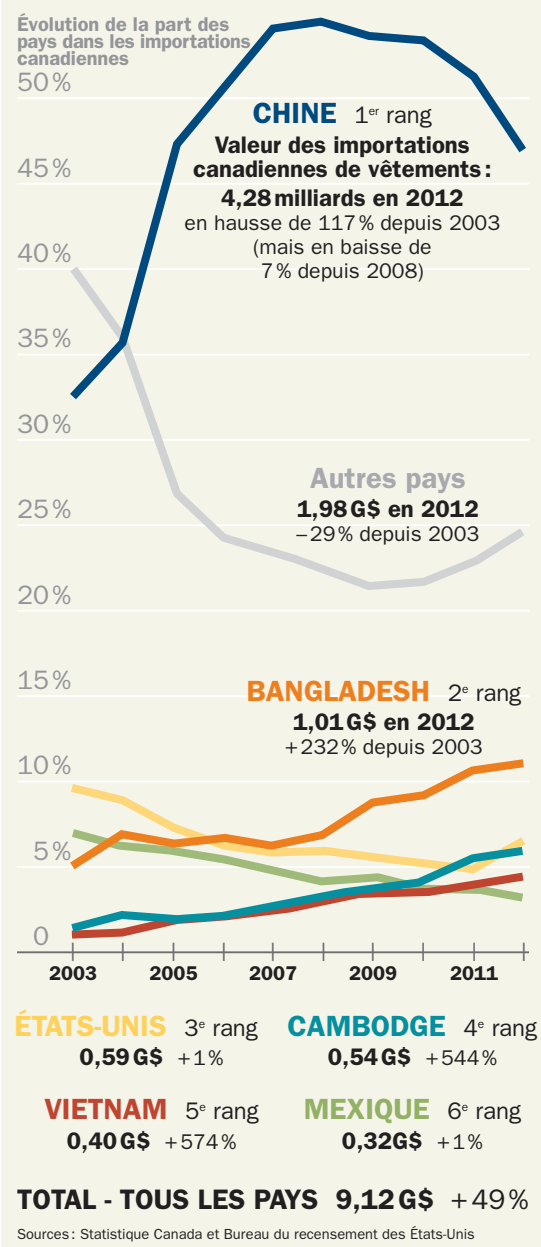
« Une façon de réduire les heures supplémentaires serait de changer notre propre comportement d'achat — des délais de livraison raisonnables, une communication claire et une planification à long terme aident les fournisseurs à mieux organiser leurs effectifs et à réduire les heures supplémentaires pour respecter les échéances de production », écrit H&M.

Selon Bob Kirke, qui dirige la Fédération canadienne du vêtement, le champion incontesté dans la rapidité d'exécution est Zara, qui appartient au groupe espagnol Inditex, premier joueur mondial. Oui, la pression envers les fournisseurs peut venir d'une chaîne de magasins, mais la pression du consommateur vient exacerber le tout. Bienvenue dans le monde du fast fashion.

« Du défilé de mode au magasin, c'est moins de 30 jours. C'est le standard, et tout le monde se trouve derrière Zara. C'est époustoufflant, dit M. Kirke. Ce qui prenait six mois prend maintenant un mois, avec ce qui est essentiellement la même méthode de fabrication. »

Pour bien comprendre le recours aux pays en développement, la déconstruction des coûts apporte un éclairage pratique. Selon une étude de 2005 citée par infoDev, un programme spécial de la Banque mondiale, un t-shirt en coton vendu aux États-Unis coûtait 6,80 \$ à assembler (3 \$ pour le tissu, 2 \$ pour la main-d'œuvre et 1,80 \$ pour les quotas de l'époque). En ajoutant les douanes et le transport, on grimpeait à 8,58 \$. La

D'où viennent nos vêtements ?



marge de profit à l'étape du gros, et on arrive à 12,26 \$. Ajoutez maintenant la marge qui s'ajoute en magasin, et l'étiquette affiche 30,65 \$.

Le recours aux pays en voie de développement pour la fabrication vestimentaire, ou ce qu'on appelle l'approvisionnement international, ne va pas disparaître, dit Bob Kirke. « C'est avec l'industrie vestimentaire qu'il a commencé. [...] On a développé une incroyable capacité à expédier les choses d'un bout à l'autre du monde, mais parfois on peut aussi ralentir, rester à un endroit et améliorer les normes. »

Le rôle des chefs de file

M. Kirke n'exclut pas que d'autres listes du

genre voient le jour éventuellement, mais les compagnies sont souvent réticentes à dévoiler ces informations, dit-il. L'industrie du vêtement est composée de toutes sortes d'entreprises, de grands joueurs mais aussi des petits. « H&M est un acteur de premier plan, un participant important au Bangladesh, et il peut le faire. Mais c'est rare, ça a toujours été rare et ça va continuer de l'être. » Les chefs de file devraient en faire plus, a-t-il dit, et H&M est un modèle à ce chapitre.

Aux yeux de Kevin Thomas, de MSN, la publication de la liste par H&M est un pas de géant. « C'est un des gros acteurs de l'industrie, mais aussi, la compagnie refusait jusqu'ici de dévoiler cette information. Non seulement ça met vos fournisseurs en garde, mais la marque elle-même, la chaîne, doit maintenant faire plus d'efforts car elle ne peut plus rien cacher. » Les organismes comme MSN aimeraient voir davantage de gestes comme celui-là, mais les entreprises, affirme-t-il, font valoir des impératifs de confidentialité pour des raisons de concurrence. « C'est un peu mince, surtout quand on sait que deux concurrents peuvent faire affaire avec le même fournisseur, dont une ligne d'assemblage peut fabriquer du Nike et la ligne suivante, de l'Adidas. »

La pression des coûts

Mais l'industrie vestimentaire occidentale paie des salaires tout aussi occidentaux, et il ne faut pas grand-chose, parfois, pour qu'une entreprise rentable affiche des pertes, dit Saibal Ray, expert en gestion des opérations et en chaînes d'approvisionnement à l'Université McGill.

« Pour les vêtements de tous les jours, l'approvisionnement à l'international est important à cause de la concurrence, de la pression sur les coûts. Mais la Chine n'est plus aussi abordable, dit M. Ray. La Chine fait maintenant affaire avec le Vietnam et le Bangladesh. Mais même un écart de 20 % ou 25 % sur les coûts, qui n'a pas l'air grand, ça peut être le facteur déterminant entre un profit et une perte. »

Cependant, il est parfois difficile pour une entreprise d'ici d'avoir toute l'information concernant l'endroit où est fabriqué un produit par un fournisseur étranger, dit M. Ray. La présence d'intermédiaires, qui ont leurs propres listes d'usines et de contacts, complique les choses. « C'est un gros problème dans les chaînes d'approvisionnement », dit-il. Les processus de vérification ont pris plus d'importance — prenons le cas d'Apple depuis quatre ou cinq ans —, mais une telle opération vient ajouter un coût supplémentaire au produit final, selon M. Ray.

Maintenant que la production s'est déplacée de la Chine aux pays voisins, une prochaine migration est-elle déjà à l'horizon ? « Les gens croient que c'est peut-être l'Afrique », dit Saibal Ray, originaire du Bengale-Occidental, voisin du Bangladesh. « Et les problèmes que l'on voit au Bangladesh, on les verra là-bas. »

Le Devoir

PERCÉ

SUITE DE LA PAGE 1

De plus, lit-on, « comme vous étiez déjà au courant de la situation prévalant au quai de Percé pour en avoir déjà été avisés, nous tenons votre ministère et le gouvernement du Canada responsable de la situation actuelle ».

Visiblement choqué, le maire Bruno Cloutier explique « avoir reçu un message mardi du ministère et ils ont mis les barricades mercredi. C'est déplorables et sauvage comme manière de faire. C'est précipité, comme décision, et je n'accepte pas ça ! On demande des expertises professionnelles pour voir s'il y a vraiment matière à fermer la totalité du quai. Écoutez, on parle d'une inspection visuelle. Il n'est pas normal de prendre une telle décision en raison de petits dommages sur le quai. On n'a pas à fermer tout le quai. En plus, ça nuit au travail des homardiers et les premiers tours de l'île Bonaventure débutent le 10 mai. Il faut faire quelque chose. »

Cette fermeture complique en effet le travail de la demi-douzaine de homardiers de Percé qui ont dû stationner, vendredi matin, leur camion sur la plage plutôt que sur le quai, près des débarcadères, ce qui les force à transporter leur cargaison de crustacés à pied sur le quai.

Lettre du MPO

Le Devoir a également mis la main sur le courriel, expédié par le MPO le 1^{er} mai à la direction générale de Percé, et qui est à l'origine de ce bras de fer. On peut y lire : « Prenez note qu'à la suite d'une inspection visuelle du quai de Percé, nous allons procéder à une fermeture du quai en attendant une inspection plus approfondie. Un évidement et des perforations de la palplanche d'acier ont été constatés par notre technicien. Ce dernier a mandaté un entrepreneur afin d'installer des butoirs de béton pour fermer le quai à toute la circulation. Nous installerons un affichage indiquant les dangers sur la propriété d'ici vendredi prochain. La situation sera réévaluée à la suite des résultats de l'inspection structurale. »

Des inquiétudes soulevées

Par voie de communiqué, l'Office du tourisme du Rocher-Percé, qui représente 150 entreprises touristiques, affirme que si la situation perdure « ce sera catastrophique pour toute l'industrie touristique régionale », dont l'industrie des croisières internationales qui est en



THIERRY HAROUN

« Ce sera catastrophique pour toute l'industrie touristique régionale », estime l'Office du tourisme du Rocher-Percé.

plein développement. « Il y a déjà plusieurs années que les utilisateurs du quai soutiennent que le quai a besoin de réparation. Cette fermeture, qui ne s'accompagne pas d'un plan d'action pour rassurer les utilisateurs du quai, est très inquiétante. D'autant plus que les premiers groupes qui doivent prendre un départ en mer sont prévus dans deux semaines. Ce sont près d'une centaine de milliers de personnes qui utilisent le quai chaque année pour prendre un départ vers l'île Bonaventure ou autres croisières en mer. »

Les Bateliers de Percé, qui exploitent plusieurs bateaux d'excursion au départ du quai de Percé, sont également mécontents. L'un des actionnaires, responsable de la mise à l'eau des bateaux, Kevin Cahill, n'en revient tout simplement pas, d'autant que la décision sans préavis du MPO vient tout chambouler sa nouvelle saison qui s'amorce sous peu.

« Ça ne nous arrange pas. C'est un peu tard pour nous annoncer que le quai est fermé indé-

finiment. Et ce n'est pas le temps d'essayer de trouver un plan B au mois de mai. Le MPO aurait dû nous aviser quelques mois à l'avance. Le 13 mai, quand on va commencer [les tours de l'île Bonaventure], on n'aura pas d'autres choix que de partir du quai de L'Anse-à-Beaufils », déplore M. Cahill. Ce havre de pêche est situé à sept kilomètres de Percé. « Pis ça va nous coûter plus cher en diesel. Les gens vont devoir se déplacer à L'Anse-à-Beaufils. Et faire le tour de l'île ne prendra plus 60 minutes, mais bien 90 minutes. » Tout cela mis ensemble « n'a rien pour aider l'image de Percé », fait valoir, M. Cahill.

La préfète de la MRC du Rocher-Percé, Diane Lebovillier, est du même avis. « L'heure est grave, monsieur. Percé est l'icône touristique du Québec et du Canada. Le quai, c'est le centre des activités. C'est encore une conséquence de l'abandon des infrastructures qui appartiennent au gouvernement fédéral. »

De son côté, le ministre québécois délégué aux Régions, Gaétan Lelièvre, assure qu'il en parlera sous peu « au cabinet de la première ministre [Pauline Marois] et on va voir rapidement ce qu'on peut faire pour soutenir la Ville de Percé et le milieu. Il est clair qu'on ne peut pas se substituer au gouvernement fédéral, qui devra prendre ses responsabilités. C'est inimaginable, ce qu'on vit présentement. »

Joint à Ottawa, le député néodémocrate de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Philip Toone, juge que la situation est « catastrophique ». « Pêches et Océans n'ont qu'à prendre leurs responsabilités et réparer le quai. Ça fait des années qu'on leur dit. »

D'autres cas

La situation qui prévaut à Percé n'a rien d'exceptionnel. Au cours des dernières années, plusieurs municipalités et politiciens ont à maintes reprises exhorté Ottawa d'entretenir ses quais. À titre d'exemple, en novembre 2011, la Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine demandait à Ottawa d'entretenir cinq commerciaux, dont l'état se dégradait, soit Chandler, Carleton-sur-Mer, Gaspé, Paspébiac et Sainte-Anne-des-Monts. La CRE avait alors rappelé « qu'au cours des années 1990, nous avons assisté au retrait graduel du gouvernement fédéral de différentes manières : diminution des budgets pour l'exploitation et l'entretien des infrastructures, transfert de quais à des intervenants locaux et régionaux, fermeture de quai, etc. »

Collaborateur
Le Devoir

LAVAL

SUITE DE LA PAGE 1

M. Duplessis a jugé préférable de soumettre cette question au comité exécutif afin d'assurer la sérénité dans la poursuite des activités de la Ville », a indiqué son cabinet sans vouloir en dévoiler davantage.

Lors d'une réunion tenue vendredi midi, le comité exécutif a donné son aval à cette suspension, qui devra être entérinée lundi soir par le conseil municipal.

Directeur général de la Société de transport de Laval (STL) pendant sept ans, Gaétan Turbide avait été nommé directeur général de la Ville en 2006. Deux ans plus tard, soit en octobre 2008, il a donné sa démission afin de se tourner vers le secteur privé. M. Turbide s'est ensuite associé à l'homme d'affaires Benoît Galland pour se porter acquéreur de l'entreprise Aqua-Rehab par l'entremise du fonds Octopus. Spécialisée dans la réparation de conduites d'eau, Aqua-Rehab était une sous-traitante de la Ville de Laval. M. Turbide est revenu à la Ville en 2010 pour reprendre son poste de directeur général. « M. Turbide est un administrateur chevronné doublé d'un homme d'action », avait souligné l'administration lors de son retour à l'Hôtel de Ville.

Surprise et déception

La nouvelle de la suspension des deux plus hauts fonctionnaires de la Ville a suscité un certain émoi chez les élus qui, depuis des mois, ont dû naviguer dans des eaux agitées à la suite de la démission de Gilles Vaillancourt et des multiples perquisitions tant à l'hôtel de ville qu'aux résidences personnelles de l'ex-maire. Les policiers ont même visité les institutions financières où se trouvent les coffres de sûreté de M. Vaillancourt.

« C'est sûr et certain qu'il y a eu de la collusion et de la corruption à la Ville, mais je ne pensais pas que Gaétan Turbide était mêlé à ça », a commenté à la conseillère Michèle des Trois Maisons qui, jusqu'à l'automne dernier, était membre du Pro des Lavallois, l'ancien parti de Gilles Vaillancourt.

« Gaétan Turbide, c'est un très bon gestionnaire. Je suis déçue qu'il soit suspendu », a-t-elle ajouté. Les explications que lui a données le maire Duplessis au téléphone en matinée ne lui ont pas permis d'éclaircir la nature des révélations que pourraient faire MM. Turbide et Roberge devant la commission Charbonneau. Laval devrait être au menu des audiences de la commission à la mi-mai. « Laval, ça s'en vient à la commission Charbonneau. Ça ne sera pas beau à voir », avance M^{me} des Trois Maisons.

De son côté, la conseillère Claire Le Bel ne sait pas encore si elle votera en faveur de la suspension des deux fonctionnaires. « Il faut savoir les raisons de cette suspension. Est-ce parce qu'ils collaborent avec la commission Charbonneau, qu'ils ont des choses à dire ou parce qu'ils sont déjà jugés [par l'administration] ? Je trouve ça embarrassant. D'ailleurs, je vais réfléchir concernant la position à prendre lundi », a-t-elle indiqué.

Le traitement accordé au directeur général n'étonne pas Robert Bordeleau, candidat à la mairie et chef du Parti au service du citoyen. « Lors du conseil municipal du mois de mars dernier, j'ai demandé la démission de M. Turbide, parce qu'il aurait omis de divulguer aux élus et aux citoyens le fait que [la contribution de la Ville] pour la Place Bell passait de 42 à 74 millions », a-t-il souligné au Devoir.

David De Cotis, du Mouvement lavallois, a plutôt critiqué la décision de l'administration. Il doute que le maire Duplessis envoie le message approprié en suspendant deux employés qui ont accepté de lever le voile sur ce qui s'est passé à Laval. « Nous voulons que la vérité sorte et M. Duplessis doit les encourager aussi. Mais nous ne savons pas quel message il cherche à envoyer avec ces suspensions. Essaie-t-il de décourager des employés à aller devant la commission ? », s'interroge M. De Cotis.

Jean-Claude Gobé, chef d'Action Laval, estime que cette suspension n'est pas de nature à rassurer les Lavallois. « C'est un secret de polichinelle que d'autres proches de l'administration lavalloise auraient été intimidés de se tenir à la disposition de la commission Charbonneau au cours des prochaines semaines. Pourquoi ne sont-ils pas suspendus également ? Serait-ce que, quand on est élu, on a droit à un traitement différent selon M. Duplessis ? », a-t-il indiqué dans un communiqué diffusé en après-midi.

M. Turbide continuera de toucher son salaire, qui s'élève à environ 250 000 \$ par année. C'est le directeur adjoint Gaétan Vandal qui prendra le relais en attendant qu'un d.g. par intérim soit désigné.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

Rectificatif

La photo illustrant le texte sur Xavier Dolan publiée à la une de notre édition du vendredi 3 mai n'était pas signée François Pesant, mais plutôt extraite du vidéoclip College Boy, du groupe français Indochine. Nos excuses.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390